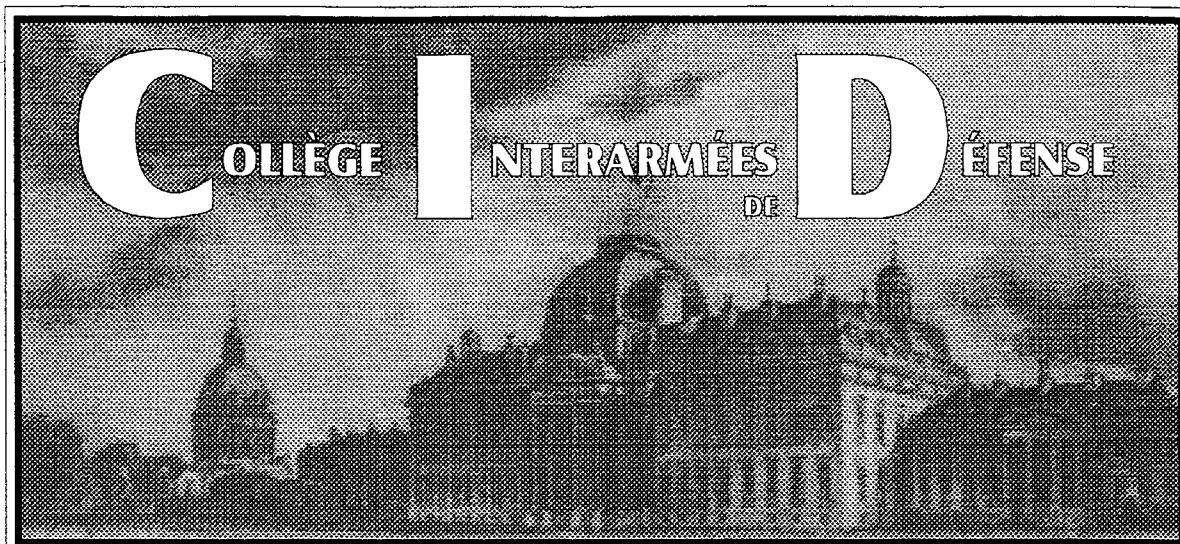


2000 - 110



## **MEMOIRE DE STRATEGIE**

**Les divergences en matière de stratégie  
au sein du Haut commandement français  
pendant la Grande Guerre**

**CBA BLACHON Frédéric    Groupe D3    Session 1999– 2000**

15/03/2000

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les divergences en matière de stratégie au sein du Haut commandement français pendant la Grande Guerre.
2. Chef de bataillon (Infanterie – Terre) BLACHON Frédéric
3. 15 mars 2 000
4. Division D
5. Mémoire de stratégie
6. Entre 1914 et 1918, les grands chefs militaires ont été amenés à prendre des décisions capitales dans la conduite de la guerre. Celles-ci furent rarement le fruit d'un consensus et les divergences, au sein du Haut commandement français, tant en matière de stratégie opérationnelle que dans le domaine de la stratégie générale, furent courantes. Parmi tous les chefs illustres, seul Foch est passé à la postérité comme le grand stratège de la Première guerre mondiale. Une telle réputation n'est pas toujours méritée et il convient de repreciser le véritable rôle de chacun.
7. Mots-clés : stratégie opérationnelle, stratégie générale, percée, usure, offensive, défensive, diversion, rupture, armistice.

Les divergences en matière de stratégie  
au sein du Haut commandement français  
pendant la Grande Guerre

**Sommaire**

<i>Introduction</i> .....	3
<b>I) Les divergences dans le domaine de la stratégie opérationnelle</b> .....	5
11) Le débat sur la percée ou l'usure de 1915 à 1917 .....	6
111) Les offensives françaises de l'hiver 1914 à l'automne 1915 : l'opposition Joffre- Castelnau .....	6
112) Le dilemme « percée-usure » en 1916, lors des batailles de Verdun et de la Somme .....	13
113) L'offensive du Chemin des Dames .....	21
12) La stratégie en 1918 : le faux débat entre stratégie offensive ou stratégie défensive ; l'affrontement Foch-Pétain .....	24
121) La préparation de la bataille, de novembre 1917 à mars 1918.....	24
122) La bataille défensive du 21 mars au 17 juillet 1918.....	25
123) La bataille offensive et l'affrontement entre deux conceptions de la concentration des moyens. ....	30
<b>II) Les oppositions en matière de stratégie générale</b> .....	36
21) Chercher à obtenir la décision sur le front occidental ou sur d'autres théâtres d'opération.....	36
211) Le recours tardif à une stratégie de diversion .....	36
212) L'expédition des Dardanelles et de Salonique.....	38
22) La stratégie au sein d'une coalition : Que faire en cas de menace d'une séparation des armées française et britannique ? .....	40
23) Les projets d'offensive en Haute-Alsace et en Lorraine.....	44
<i>Conclusion</i> .....	50
<i>Glossaire</i> .....	52
<i>Index des noms cités</i> .....	53
<i>Bibliographie</i> .....	55

« *Le fait a le pas sur l'idée* »  
Maréchal Foch

« *En cas de victoire tactique, la stratégie se soumet* »  
Maréchal von Moltke

« *L'art de la guerre a disparu.  
La grande tactique s'est complètement substituée à la stratégie* »  
Maréchal Fayolle

## Introduction

De 1914 à 1918, les grands chefs militaires français ont été amenés à prendre des décisions stratégiques capitales dans la conduite de la guerre. Celles-ci furent rarement le fruit d'un consensus et les divergences en matière de stratégie, au sein du Haut commandement français, furent courantes.

On considèrera par Haut commandement, non seulement le **Grand Quartier Général (GQG)**, à la tête duquel se trouve le commandant en chef des armées françaises, mais également, et par extension, les commandants de **groupe d'armées** et d'**armée**.

Une telle conception élargie du Haut commandement s'explique par la pratique courante, pendant la Première guerre mondiale, d'associer les grands subordonnés à la prise de décision. Cette démarche pourrait apparaître comme la négation même de la notion de « commandement en chef ». En fait, les commandants d'armée et de groupe d'armées n'ont aucun pouvoir de décision ou de blocage sur les grandes décisions stratégiques qui relèvent exclusivement du GQG. Néanmoins, leurs avis sont écoutés par le général en chef, surtout lorsqu'ils ont acquis, à la suite de succès tactiques locaux, une grande notoriété dans le pays. Par ailleurs, ils conservent un pouvoir d'influence auprès des hommes politiques. Ainsi, n'hésitent-ils pas à faire savoir directement au ministre de la guerre, au Président du Conseil, voire au Président de la République lors de ses visites sur le front, leurs divergences d'appréciation sur les options stratégiques choisies ou sur l'opportunité de telle ou telle offensive.

Concernant le terme « stratégie », l'historien Jean-Baptiste Duroselle en propose la définition suivante : « *La stratégie est une série de décisions calculées au plus haut niveau, qui chacune comportent une évaluation des **buts recherchés** (ou enjeux ou fins), **des risques** qu'ils comportent, **des moyens** permettant de les réaliser* »<sup>1</sup>.

Ce mémoire se limitera à l'étude de **la stratégie militaire** pendant la Grande Guerre. La « grande stratégie » qui consiste, elle, à combiner des moyens de toute nature, économiques, diplomatiques et militaires, en vue d'accomplir les fins de la politique nationale ne sera pas abordée. Aussi, laisserons-nous de côté des questions comme la recherche de nouveaux alliés et la mise en place du blocus contre les puissances centrales.

De même, nous ne traiterons pas des problèmes spécifiques de tactique au cours de tel ou tel engagement.

Il semble toutefois illusoire de vouloir à tout prix isoler stratégie et tactique dans des « compartiments séparés », alors qu'elles furent particulièrement liées pendant la Première guerre mondiale.

Certes, pour Duroselle, ces deux concepts sont totalement différents. « *La tactique n'est pas une petite stratégie, ni la stratégie une grande tactique* »<sup>2</sup> et le rôle du tacticien se limite, pour lui, à exécuter de son mieux la mission qu'on lui confie en agissant exclusivement sur la disposition des moyens, sans chercher à modifier le but assigné. Pourtant, comme l'écrit l'amiral Castex, « *la stratégie est comme le spectre solaire. Elle a un infra-rouge qui est le royaume de la politique et un ultra-violet qui est celui de la tactique [...] La politique, la stratégie et la tactique forment ainsi un ensemble, un tout complet bien uni, et nullement un triptyque aux éléments séparés* ».

Ainsi, la frontière entre les deux domaines n'est pas toujours nettement tranchée et tel procédé d'exécution ou telle directive, rattachés apparemment au domaine tactique, pourra être le fruit d'une réflexion stratégique poussée.

---

<sup>1</sup> Duroselle – La Grande Guerre des Français. 1994, Perrin, p 97

<sup>2</sup> idem – p 97

L'objet de ce mémoire se limite donc à l'étude des divergences en matière de **stratégie militaire**. Que recouvre précisément cette notion ? Ayant comme finalité de faire fléchir la volonté de l'ennemi, elle présente un double visage :

**la stratégie opérationnelle** qui poursuit des objectifs stratégico-tactiques et recherche la victoire au moyen des forces armées,

**la stratégie générale** qui poursuit des desseins politico-stratégiques et s'efforce, elle, d'obtenir la paix, aux conditions les plus favorables, au moyen des combats.

On comprend l'intérêt d'une telle distinction. L'objectif de tout commandant en chef ne peut, en effet, se limiter à la victoire. Une sécurité renforcée et une paix mieux garantie constituent ses véritables buts. Comme l'a écrit Clausewitz, « les fins de la guerre doivent dominer les fins dans la guerre ».

On est à cet égard surpris par le très faible nombre de questions d'ordre stratégique faisant l'objet d'un débat au sein du Haut commandement français durant le conflit. Tout au plus trois, entre 1915 et 1917, lorsque la guerre s'enlise dans les tranchées, le long d'un front de 650 kilomètres, de la mer du Nord aux Vosges. Guère plus de deux, lorsque la guerre de mouvement reprend en 1918.

**En matière de stratégie opérationnelle**, le débat se limite, de 1915 à 1917 à une querelle entre partisans de la « percée » et de « l'usure » et, en 1918, à un duel entre tenants de la reprise immédiate de l'offensive et adeptes de la prudence.

**En matière de stratégie générale**, les seules grandes questions qui divisent fondamentalement les grands chefs militaires sont :

- le recours à une stratégie de diversion par l'ouverture de nouveaux fronts,
- l'attitude à adopter au sein d'une alliance en cas de séparation des armées de la coalition,
- l'opportunité de signer un armistice avant d'avoir battu l'armée ennemie en rase campagne.

Tous ces débats sont dominés par quelques généraux dont les responsabilités ne cesseront d'évoluer tout au long de la guerre : Joffre, Nivelle et Pétain, commandants en chef successifs sur le front occidental ; Fayolle, Franchet d'Espérey et Castelnau, commandants de groupe d'armées, Galliéni, gouverneur militaire de Paris au début de la guerre ; enfin, Foch généralissime des armées alliées à partir du printemps 1918.

Parmi tous ces chefs illustres, seul Foch est passé à la postérité comme le grand stratège de la Grande Guerre. Il semble néanmoins pertinent, au vu de l'étude des divergences au sein du Haut commandement de repreciser le rôle de chacun.

\*

\*

\*

## **I) Les divergences dans le domaine de la stratégie opérationnelle**

Au moment où les hostilités s'engagent en août 1914, l'heure n'est plus aux querelles entre stratèges.

Certes, on sait que le plan XVII qui fut appliqué au début du conflit ne faisait pas l'unanimité au sein du Haut commandement français. Joffre avait été contraint de l'adopter après le refus de sa proposition de faire entrer l'armée française la première en Belgique. Le gouvernement français avait préféré les avantages diplomatiques qu'offrait l'alliance avec l'Angleterre aux avantages stratégiques du plan préconisé par le général en chef. Sans doute celui-ci serait-il parvenu à le remanier si la guerre n'avait pas éclaté en 1914. Le général de Castelnau, chef d'état-major de l'armée, avait d'ailleurs proposé dès février de reprendre les idées du fameux **contre-plan Demange** « *beaucoup plus souple et beaucoup plus apte à faire face aux manœuvres stratégiques des Allemands* »<sup>3</sup>. Ce plan préconisait en effet de renoncer à prendre l'offensive, de ne laisser à l'est que les forces de sécurité indispensables, et de réunir la masse principale des armées françaises contre l'aile droite allemande. Il prévoyait six armées : les deux premières garderaient la ligne Toul-Belfort, la troisième arrêterait éventuellement l'adversaire entre Toul et Verdun, les trois dernières formeraient les armées de mouvement. Elles pourraient suivant l'évolution de la bataille, intervenir contre l'aile droite allemande ou venir soutenir une bataille en Lorraine, sur la Meuse ou l'Argonne. « *Mais ce plan avait contre lui d'être un plan de contre-offensive et non d'offensive* », ne répondant pas, en cela, aux tendances et aux idées du temps. Ainsi, c'est la politique des alliances qui a imposé la stratégie de l'armée française.

En quatre jours, du 19 au 23 août, le plan XVII échoue. Les troupes françaises sont surprises par la puissance de feu allemande et la doctrine de l'offensive à outrance est démentie par les faits. La défaite de Charleroi ouvre la route à l'invasion. La victoire de la Marne sauve le pays. La course à la mer s'achève en octobre 1914, avec la stabilisation du front.

Pendant les trois premiers mois de guerre, jusqu'à l'automne 1914, les seules divergences qui sont intervenues entre grands chefs se sont limitées au domaine tactique.

Ainsi, Castelnau et Foch s'affrontent au sujet de l'opportunité de la retraite de la II<sup>e</sup> armée, lors de la bataille de Morhange, le 20 août. Lanrezac, commandant la V<sup>e</sup> armée, s'oppose à Joffre lors de la bataille de Charleroi en effectuant, le 23 août, de sa propre initiative, un repli qui permet à l'armée française d'éviter un nouveau Sedan. Les analyses de Gallieni, gouverneur militaire de Paris, et Franchet d'Espérey, nouveau commandant de la V<sup>e</sup> armée divergent de celles de Joffre au sujet de la date la plus appropriée pour lancer la contre-offensive de la Marne, début septembre.

Avec la nouvelle phase de la guerre, qui débute en octobre 1914 et se caractérise par l'immobilisation du front, des divergences dans la conduite stratégique de la guerre apparaissent. Deux grandes questions vont désormais dominer tout le débat en matière de stratégie opérationnelle :

- « **la percée ou l'usure** » de 1915 à 1917, d'une part ;
- **le choix de l'offensive ou la défensive**, lors de la reprise de la guerre de mouvement en 1918, d'autre part.

---

<sup>3</sup> Guy Pédroncini – Histoire militaire de la France, Puf, 1992, p 165

## 11) Le débat sur la percée ou l'usure de 1915 à 1917

L'immobilisation du front, dès l'automne 1914 (cf carte page 7), ne conduit pas **Joffre**, commandant en chef des armées du nord et du nord-est, à modifier ses conceptions sur la conduite de la guerre. Il estime qu'à la guerre, l'inaction est infamante, que l'offensive demeure une nécessité absolue et que celle-ci coûte moins cher que la défensive. Pourtant, de nombreuses voix se font entendre pour affirmer leur hostilité aux offensives intempestives et au mythe de la percée. Parmi elles, celle du général de **Castelnau**, commandant la II<sup>o</sup> armée, qui déclare que « *trouver l'ennemi, ce n'est pas le crever avec une épingle, mais l'enfoncer sur une largeur suffisante pour créer une aile qu'on puisse manœuvrer* ». Pour lui, tant que l'on n'est pas capable d'atteindre un tel résultat, la stratégie de l'offensive à outrance ne peut que compromettre la situation des armées françaises. Ce débat va durer de l'hiver 1914 au printemps 1917. Il faudra les échecs successifs de toutes les tentatives de percée du front, au cours de ces trois années, pour se rendre à l'évidence que la **stratégie de la percée** est totalement inopérante et que seule **l'usure** peut avoir un effet sur l'ennemi, tant que ne seront pas remplies les conditions du retour à la stratégie offensive.

### 111) Les offensives françaises de l'hiver 1914 à l'automne 1915 : l'opposition Joffre-Castelnau

Pour Joffre, la seule stratégie appropriée est celle de la recherche de la percée. De la fin de l'année 1914 à l'automne 1915, de nombreuses tentatives infructueuses de percée du front allemand vont venir confirmer les théories des adversaires de l'offensive à outrance. Parmi elles, trois offensives nous semblent particulièrement révélatrices des affrontements en matière de stratégie : les attaques en Artois de l'hiver 1914 et du printemps 1915, l'offensive de Champagne de l'automne 1915.

Le rappel du déroulement de ces opérations dans leurs grandes lignes ne nous intéresse que dans la mesure où il permet de réaliser combien il fut difficile, pour les généraux les plus lucides, de faire partager leur point de vue à l'ensemble du Haut commandement français.

#### a) La première bataille d'Artois en décembre 1914

La X<sup>o</sup> armée du général Maud'huy a reçu l'ordre du général **Foch**, commandant le groupe d'armées Nord (GAN), de **percer la ligne ennemie dans la région d'Arras**. Déclenchée le 18 décembre, arrêtée le 28, l'attaque, lancée sur un terrain marqué par les conditions hivernales, est brisée par les feux allemands. Il faut que **Maud'huy**, accompagné de **Pétain** qui commande alors le 33<sup>o</sup> corps sous les ordres de Maud'huy, se rendent au QG de Foch pour obtenir l'arrêt de l'offensive. Voilà en quels termes le futur maréchal **Fayolle**, alors commandant d'une division d'infanterie du corps d'armée Pétain, dénonce la tentative de percée à Arras :

*« Je me demande si les grands chefs qui se mettent en avant dans la guerre actuelle ne sont pas ceux qui ne se préoccupent en aucune façon des vies humaines qui leur sont confiées. Attaquez ! Attaquez ! C'est bien vite dit [...] Et quand j'aurai Carency au prix de cinq cents morts et d'autant de blessés, la question aura-t-elle avancé d'un pas ? ».*

Les raisons de ce premier échec en Artois apparaissent clairement : insuffisance des liaisons, impossibilité de surprendre l'ennemi en plein jour, non-destruction des fils de fer. Le nombre des fantassins et l'élan de leurs assauts répétés ne parviennent point à l'emporter contre un adversaire résolu à tenir, même placé dans des conditions tactiques désavantageuses. La destruction préalable des défenses s'impose, et l'assaut une fois lancé, il importe de trouver un système qui permette aux feux d'artillerie d'accompagner pas à pas les troupes. Il semble exclu d'espérer obtenir la victoire sans matériel ni méthode.



Pourtant, au lendemain de la première offensive d'Artois, **Foch** écrit dans ses *Cahiers* :  
« Faire la guerre, c'est attaquer. **L'offensive est la forme supérieure de la guerre.** Elle doit être pratiquée tant que des forces supérieures aux forces humaines, comme le froid, le mauvais temps ne l'empêchent pas. **Elle ne peut pas ne pas avoir raison de la défensive.** Si nous ne la pratiquons, l'ennemi la pratiquera contre nous et du coup reprendra ses avantages. Il faut donc la pourvoir de ces moyens.

*Moyens moraux* : une direction supérieure à celle de l'ennemi.

*Moyens matériels* : nombreuse artillerie, il faut qu'elle fasse grand, large et fort. Dans cette ordre d'idées : préparation très soignée, artillerie largement approvisionnée. Voilà pour la largeur, reste la profondeur, la perforation. Comment rompre la ligne, fils de fer, tranchées, obstacles ? Jusqu'à présent le canon est le meilleur procédé.

L'offensive, momentanément arrêtée par le temps, sera reprise avec l'aide de l'artillerie renforcée, avancée, maîtresse de celle de l'ennemi. L'offensive sera élargie. Il y aura également des attaques secondaires. Plus de grosse artillerie. Plus de munitions, une autre fourniture qu'au compte-gouttes, des munitions pour économiser les hommes ».

Ainsi, Foch reconnaît l'erreur qui fut commise en ordonnant une offensive sans tenir compte du terrain et des conditions climatiques. Il déplore que les feux d'artillerie n'aient pas été assez puissants ni assez nourris pour économiser des vies humaines.

Cependant, il persiste à **conférer à l'offensive une valeur absolue.** « Il garde, écrit **Pétain**, sa foi robuste dans l'offensive [...] D'une bataille conduite avec de puissants moyens, il escompte la percée qui rendra à nos armées la liberté d'action et de manœuvre. Cette conception est celle de la plupart des chefs de l'armée qui n'ont pas encore reconnu la nécessité du gigantesque effort et qui espèrent l'abréger, en ayant recours, au-delà de la barrière défensive, aux ressources de la manœuvre [...] Derrière la brèche faite, le front se reforme, les organisations fortifiées renaissent [...] Aussi, **les triomphes ne sont-ils que passagers**, l'exploitation de la victoire s'arrête dès que l'adversaire a pu amener des forces nouvelles... ».

Les attaques avortées, lancées en Artois et en Champagne, vont, en 1915, apporter de nouveaux démentis sanglants aux idées de Foch.

#### b) La seconde bataille d'Artois du 9 mai au 18 juin 1915.

Elle a lieu au nord d'Arras et concerne deux armées : la II<sup>o</sup> du général de Castelnau et la X<sup>o</sup> du général d'Urbal qui a remplacé Maud'huy. Elle a été conçue par **Foch** et vise à déloger l'ennemi des hauteurs de l'Artois qui culminent à 160 mètres sur le plateau de Notre-Dame-de-Lorette (cf carte page 9). Précédée par une préparation d'artillerie d'une intensité jusque là inconnue, cinq corps d'armée s'élancent à l'assaut de la crête de Vimy sur un front d'une quinzaine de kilomètres. L'un d'eux parvient au sommet, en est rapidement délogé et doit se retirer. Les autres ne gagnent péniblement que quelques mètres de terrain. L'attaque se solde en revanche par la perte de 118 000 hommes.

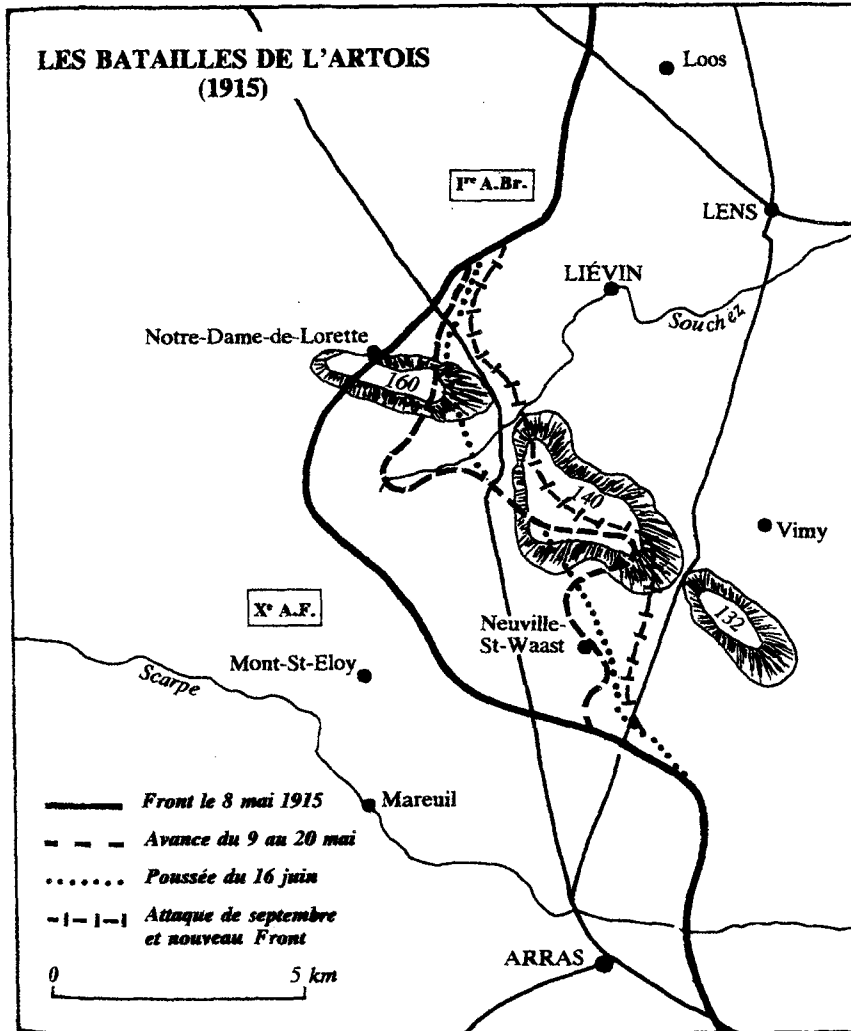
Fayolle a rapporté les commentaires du général **Pétain** sur cette affaire : « D'Urbal et Foch sont des fous. Attaquez, dit Foch, sans se soucier de l'état de la préparation. Attaquez, répète d'Urbal. Et allez donc, ce n'est pas plus difficile que cela ».

Ces remarques sont d'autant plus intéressantes que leur auteur commande le seul corps d'armée, le 33<sup>o</sup>, qui ait réussi à percer et à atteindre ses objectifs mais qui, du fait de l'insuffisance des réserves, n'a pu exploiter son action.

Le 29 juin 1915, dans une « Note sur les attaques dans la région d'Arras », Pétain, nommé entre temps commandant de la II<sup>o</sup> armée, estime que « **la guerre actuelle a pris la forme d'une guerre d'usure** », et il juge « qu'il y a lieu de se ménager pour la fin de la guerre une dernière réserve qui trouverait son emploi pendant la période où les Allemands, après un dernier effort, seraient obligés d'abandonner la lutte ».

Ces paroles sont à rapprocher de celles qu'il prononçait déjà au moment de quitter le commandement de la 6<sup>o</sup> division, le 20 octobre 1914, avant de prendre la tête du 33<sup>o</sup> corps.

**LES BATAILLES DE L'ARTOIS  
(1915)**



Tirant les enseignements des derniers combats auxquels il venait de participer, il écrivait de façon prémonitoire :

« *Les Allemands emploient les procédés de la **guerre de siège**. Devant cette manière de faire, j'ai acquis la conviction que toute offensive menée par les procédés ordinaires est vouée à un échec certain, quels que soient les effectifs et les moyens d'action engagés. Il faut en arriver à employer vis-à-vis d'eux les procédés d'attaque de la guerre de siège.* »

Dans son journal, le général **Fayolle**, parlant des généraux de l'état-major, écrit : « *Ils espèrent crever le front ennemi. Leur illusion est grande... Ils échoueront pour les raisons cent fois données, dont la principale est l'impossibilité de réduire au silence l'artillerie ennemie. Il y aura 10 000 hommes par terre pour gagner un kilomètre.* »

Quant à **Castelnau**, commandant la II<sup>o</sup> armée pendant cette deuxième bataille de l'Artois et nommé, le 13 juin 1915, commandant du groupe d'armées Centre, son jugement n'est pas plus amène. « *Nos opérations ne sont pas coordonnées. Nous pratiquons la tactique du hanneton qui se jette tantôt sur une vitre, tantôt sur une autre, sans aucun résultat. Pour le moment, nous ne pouvons que temporiser. Il ne faudra reprendre l'offensive que quand nous pourrons combiner deux grandes attaques sur de larges fronts et avec de très grands moyens. J'ai la conviction qu'avec les effectifs et les fronts immenses actuels, **il n'y aura pas de bataille décisive qui suffise à terminer une guerre** : le temps des Austerlitz est fini. La bataille de la Marne a été une grande victoire. Elle n'a pas empêché l'ennemi de se reprendre, de lutter à nouveau et de durer solidement. Si nous le battons encore, il en sera de même. Donc, **c'est l'usure qui agira.*** »

Malgré l'échec de cette offensive, **Joffre** ordonne un nouvel assaut, tant il attache de prix à la domination de ce rare point haut. Cependant, en dépit des prouesses de la division marocaine et de la division du général **Mangin** qui s'empare, le 9 juin, du mamelon de Neuville-Saint-Waast, la crête de Vimy n'est toujours pas atteinte, lors de la seconde phase de la deuxième bataille de l'Artois. Malgré les pertes énormes, le général **d'Urbal**, commandant la X<sup>o</sup> armée qui a mené l'offensive, persiste dans ses choix offensifs. Dans une note adressée le 29 juin au général Fayolle qui vient de remplacer Pétain à la tête du 33<sup>o</sup> corps d'armée, il écrit : « *Faut-il tant parler de défensive au moment où c'est l'offensive que nous poursuivons ? Certes, une organisation défensive solide est nécessaire, mais elle n'est qu'un en-cas [...] Je crois que les exécutants s'y trompent et ne portent trop leur attention sur la défensive et pas assez sur l'offensive.* »

Pour la première fois depuis le début de la guerre, les idées de Joffre et de Foch en matière de stratégie commencent à diverger.

**Foch**, devenu plus réaliste, estime désormais que si les conditions du succès ne sont pas réunies ou si celles-ci sont trop aléatoires par rapport à l'enjeu, il est préférable de renoncer, quitte à rechercher de nouveaux angles d'attaque. Prévoyant la nécessité de l'évolution de la stratégie, il déclare : « *Dans les circonstances actuelles, devant un établissement de longue durée de l'ennemi, il paraît sage de ne pas fonder nos espérances, ni risquer toutes nos forces disponibles sur la possibilité de percer, sur l'idée d'une percée victorieuse et décisive, par la puissance du nombre.* »

**Joffre**, pour sa part, veut recommencer et forcer la décision quel qu'en soit le prix. A ses yeux, l'échec de l'offensive est due à l'exiguïté du front d'attaque et à l'aide restreinte apportée par les Britanniques. Le 23 août, dans un rapport au ministre de la guerre, il écrit : « *Le 9 mai, l'ennemi a pu concentrer ses réserves locales en toute hâte dans l'unique brèche de ses lignes. Il en eut été autrement si nos disponibilités nous avaient permis d'exécuter l'attaque sur un front plus étendu ; plusieurs brèches auraient été ouvertes et l'ennemi eut été contraint de diviser ses moyens pour tenter de les réparer. Il est permis de penser qu'ainsi, il n'aurait pas réussi. Nous sommes donc en droit de conclure des événements d'Arras qu'avec la puissance des moyens en artillerie dont nous disposons, **la rupture du front est possible** et peut être exploitée, mais à condition que des attaques puissantes soient menées simultanément dans différentes régions et chacune sur un grand front.* »

Ainsi, face à de tels échecs, **Joffre** n'est toujours pas ébranlé dans ses convictions. Il reste convaincu que la percée est possible puisque les Allemands viennent précisément de la réaliser sur le front russe en Pologne. Il ne démord pas non plus de l'idée que, la France étant le théâtre principal des opérations, c'est là et là seulement qu'on doit chercher à emporter la décision. Il envisage donc de lancer une nouvelle grande offensive qui doit rompre le front occidental. Mais assez curieusement, il fait appel, pour la diriger, à celui de ses généraux qui a le plus ouvertement manifesté son hostilité à cette stratégie, le général de **Castelnau**, commandant du groupe d'armées Centre.

c) L'offensive de Champagne et d'Artois du 25 septembre au 6 octobre 1915.

Les deux grandes batailles livrées simultanément, à partir du 25 septembre en Champagne et en Artois, tentent de tirer les leçons des opérations précédentes.

Elles sont tout d'abord rigoureusement combinées entre elles, de manière à paralyser chez l'adversaire le jeu des réserves. La convergence des deux actions vise à réduire la vaste poche occupée par les Allemands.

Par ailleurs, pour ne point laisser passer l'occasion d'exploiter un premier succès, on fixe, cette fois, des objectifs lointains sans se contenter d'organiser seulement le bond initial.

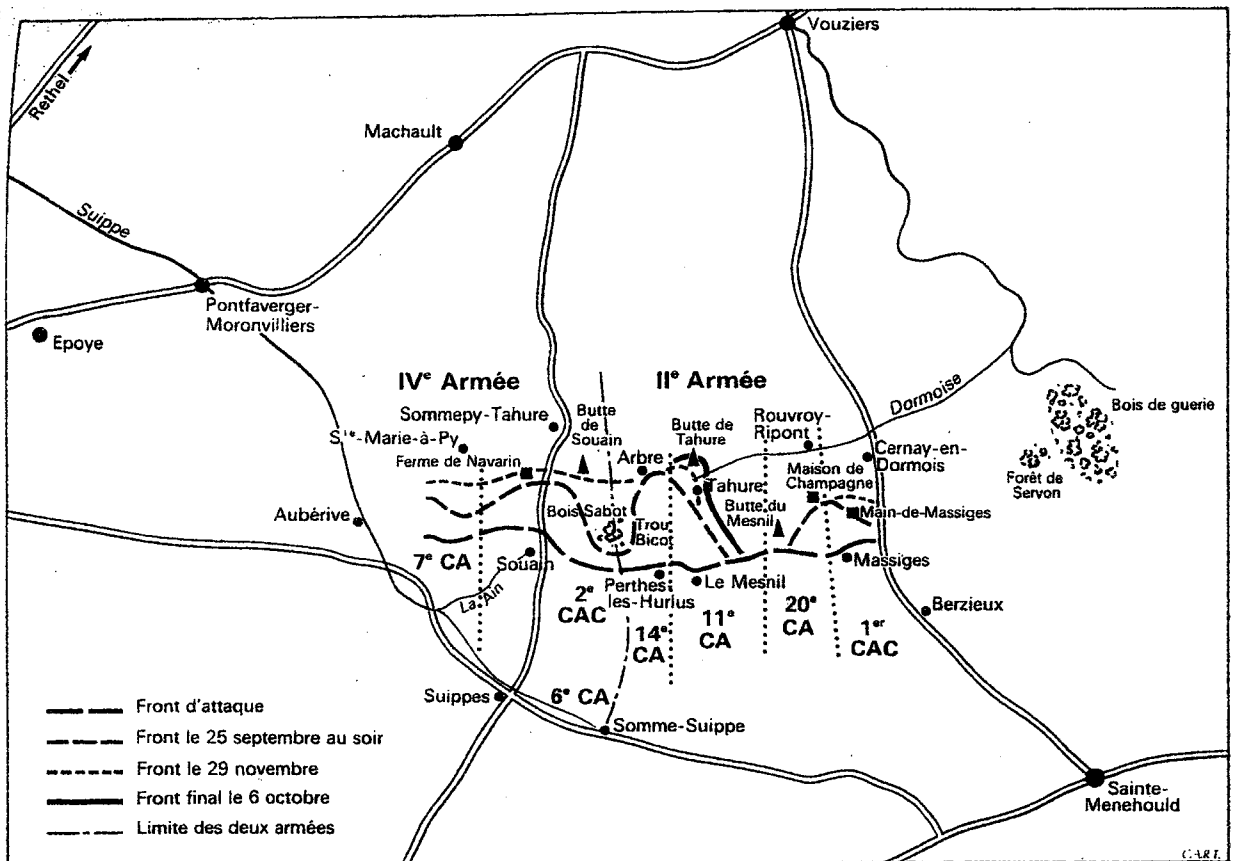
C'est ainsi que le GQG envoie à Castelnau, commandant du groupe d'armées centre (GAC), deux notes sur les intentions de manœuvre. L'une prescrit, si l'attaque réussit, de marcher droit au nord, l'objectif étant de battre les forces ennemis entre la Meuse et l'Oise. « *L'autre renfermait, écrit le lieutenant-colonel Jacquand, chef d'état-major de Castelnau, les élucubrations les plus ridicules : ne pas assigner d'objectifs limités aux troupes car ce serait risquer d'arrêter leur élan et d'interrompre leur succès ; marcher tout droit, ne pas oublier la cavalerie, ardente et impatiente de sortir de son inaction* ».

Ces instructions procèdent incontestablement d'un manque total de réalisme. Le mythe de la percée apparaît toujours bien vivant, même si **Foch**, profondément marqué par son échec d'Artois en mai, a largement révisé ses conceptions sur l'offensive et, considère désormais qu'avec le nouvel armement, la percée est devenue impossible.

**Castelnau**, rejette la conception de l'attaque lente et compte sur le bénéfice de la **surprise**. Il estime indispensable de créer dans le dispositif continu de l'ennemi une aile que l'on puisse manœuvrer, sans être pris à revers par le feu de l'artillerie, ce qui suppose, pour lui, une brèche de 12 à 15 kilomètres.

Malheureusement, les gigantesques préparatifs des offensives françaises ne sont pas passés inaperçus. Les Allemands, alertés par les travaux et les mouvements des troupes, ont travaillé fébrilement à organiser et à renforcer leurs lignes arrières. En Champagne, ils ont créé une deuxième position à 3 ou 4 kilomètres en arrière de la première, sur le versant nord de la ligne de crêtes : ferme de Navarin, butte de Souain, butte de Tahure (cf carte page 12). Etablie à contre-pente, elle est invisible aux observatoires et invulnérables à l'artillerie adverse. C'est donc une véritable forteresse de 25 kilomètres de long, creusée sous terre, que les Français vont devoir attaquer. Avec une préparation d'artillerie commencée le 22 septembre, la première attaque dure du 25 au 29 septembre. Elle parvient à réaliser trois poches sérieuses dans le front ennemi. Néanmoins, la deuxième ligne allemande n'est pas entamée. La surprise n'ayant pas joué, les Allemands ont pu reconstituer leur front avec deux corps d'armée ramenés de Pologne. Ainsi, comme l'avait prédit Castelnau, **le point faible de l'affaire a été sa trop longue préparation**. Les travaux d'approche ont inscrit les intentions des français sur le terrain.

Le bilan matériel de ces cinq jours d'offensive n'est pourtant pas négligeable : 23000 prisonniers, 121 canons et des centaines de mitrailleuses pris à l'ennemi, ce qui constitue un bilan supérieur à celui de la bataille de la Marne. Devant la puissance de l'assaut du 25 septembre, la 3<sup>e</sup> armée allemande a paru fléchir l'espace d'un moment.



*L'offensive de Champagne  
(25 septembre — 6 octobre 1915).*

Le succès tactique de l'offensive est donc indéniable. Cependant, il ne s'est pas transformé en succès stratégique parce qu'épuisée, l'armée française n'a pas été en mesure de l'exploiter.

La seconde attaque en Champagne débute le 6 octobre, après une préparation de quelques heures seulement. Les vagues d'assaut des II<sup>o</sup> et IV<sup>o</sup> armées sont précédées, pour la première fois, par un barrage roulant de tirs d'artillerie se déplaçant automatiquement par bonds successifs et réglés d'avance. La II<sup>o</sup> armée, commandée par le général Pétain depuis juin 1915 enlève la butte de Tahure. Partout ailleurs, le seul résultat est la prise de quelques tranchées qui ne peuvent être conservées.

Dès le 7 octobre, Joffre décide d'arrêter définitivement cette offensive. Elle a coûté 149 000 hommes dont 2 050 officiers, tués, blessés et disparus. Elle a détruit le mythe de la percée, conçue comme « *une ruée torrentielle qui brise tout, balaye tout* ».

Pour le général de **Castelnau**, la conception de l'opération que le G.Q.G. a imposée, coup de main brutal et bref qui devait volatiliser l'ennemi, s'est, à l'expérience, révélée fautive. Pour lui, il importe désormais avant tout de provoquer l'**usure** de l'ennemi en disposant de moyens très puissants et de munitions en quantité presque illimitée (rapport du 26 octobre). Considérant en cette fin d'année 1915 la percée comme une chimère, il préconise que les armées françaises adoptent une attitude franchement défensive et se tiennent prêtes à recevoir l'offensive allemande qui, selon lui, ne devrait pas tarder à se produire au début de l'année 1916.

### **Bilan des offensives de l'hiver 1914 et de l'année 1915**

L'année 1915, la plus sanglante de la guerre après 1914 pour les armées françaises, avec un total de 320 000 tués, s'est achevée sans qu'aucune solution n'ait été apportée au problème majeur de stratégie opérationnelle: **comment réussir la percée ?**

Les défenses adverses sont telles qu'il faut préparer les offensives quatre ou cinq mois à l'avance et rassembler sur un terrain, exposées aux vues de l'aviation, des observatoires et des espions, de nombreuses unités et de vastes concentrations d'artillerie. Si l'on rajoute à ce dispositif les troupes nécessaires à l'exploitation, c'est tout un système lourd et complexe qu'il faut mettre en place, souvent à quelques centaines de mètres des lignes allemandes, et qu'il est impossible de dissimuler à l'ennemi.

Il apparaît ainsi que, sur le front occidental, toute action de rupture sera vouée à l'échec tant qu'existeront en arrière du front des réserves importantes susceptibles de venir rapidement colmater la brèche. Aussi, la première condition pour réussir la percée est-elle d'avoir préalablement usé les réserves de l'ennemi ou du moins de les avoir fixées ailleurs par une série de batailles préliminaires dites « de dérivation ».

### 112) Le dilemme « percée-usure » en 1916, lors des batailles de Verdun et de la Somme

Les deux batailles les plus sanglantes de la Grande Guerre, Verdun et la Somme vont donner lieu à un triple affrontement au sein du Haut commandement français :

un affrontement Joffre-Pétain sur le choix de concentrer les efforts sur Verdun ou d'adopter une stratégie de diversion sur la Somme,

une opposition Joffre-Castelnau quant à l'objectif à donner à l'offensive de la Somme, « la percée ou l'usure »,

une divergence Foch-Fayolle sur l'exploitation de l'offensive de la Somme

Il peut paraître paradoxal dans un mémoire traitant de stratégie au cours de la Première guerre mondiale de ne parler de la bataille de Verdun qu'en toile de fond de l'affaire de la Somme. Verdun n'est-elle pas, en effet, la plus grande bataille de l'histoire de la première

guerre mondiale et la plus meurtrière dans l'histoire de l'humanité avec Stalingrad. N'est-elle pas la dernière bataille de l'histoire de France menée exclusivement par des soldats français. Ne mérite-t-elle pas, à ce titre un développement à part ? La vérité historique et non le legs de la mémoire collective nationale oblige à écrire que le déroulement de la bataille de Verdun ne provoque des divergences d'appréciation entre chefs que dans la mesure où elle vient perturber le plan d'opération du GQG élaboré à la fin de 1915. Verdun et la Somme constituent en fait la même bataille.

Rappelons brièvement les faits.

À la conférence militaire interalliée qui se tient à Chantilly du 6 au 8 décembre 1915, les participants adoptent à l'unanimité le plan d'action proposé par **Joffre** : les forces de l'Entente rechercheront la décision en 1916 par des offensives simultanées lancées le plus tôt possible sur les théâtres principaux, en France, en Russie et en Italie.

Sur la base de cet accord, Joffre envisage de passer à l'offensive sur le front français dès le début du printemps et négocie avec le nouveau commandant en chef britannique, le général Haig qui vient de remplacer le maréchal French, une attaque conjointe des armées françaises et britanniques.

Le 14 février, il est convenu que celle-ci aurait lieu sur un front de soixante-dix kilomètres de part et d'autre de la Somme, à l'est d'Amiens. Elle mettrait en jeu 60 divisions dont 42 françaises. Sa préparation est confiée à Foch et une instruction générale du 18 février en fixe la date au 1<sup>er</sup> juillet.

Or, le 21 février, ce plan est complètement contrarié par le déclenchement inattendu de l'attaque allemande sur Verdun. Falkenhayn, le généralissime allemand, a décidé de « saigner à blanc » l'armée française en l'entraînant dans une bataille d'usure, grâce à l'énorme supériorité allemande en artillerie lourde.

**Castelnau**, adjoint du général Joffre avec le titre de chef d'Etat-Major général des armées depuis le 10 décembre 1915, sauve une situation fort compromise en prenant, lors des dramatiques journées du 21 au 25 février 1916, deux décisions capitales.

À son initiative, et en l'absence d'un véritable pouvoir de décision, il impose, dès le début de la bataille, que la défense de Verdun se fasse sur la rive droite de la Meuse, contrairement aux souhaits du général de **Langle de Cary**, commandant le groupe d'armées Centre, qui optait pour son évacuation (cf carte page 15).

Le 24, il décide de confier à Pétain, le commandement de l'ensemble de la région de Verdun, fonction qu'il cumulera avec celle de commandant de la II<sup>e</sup> armée.

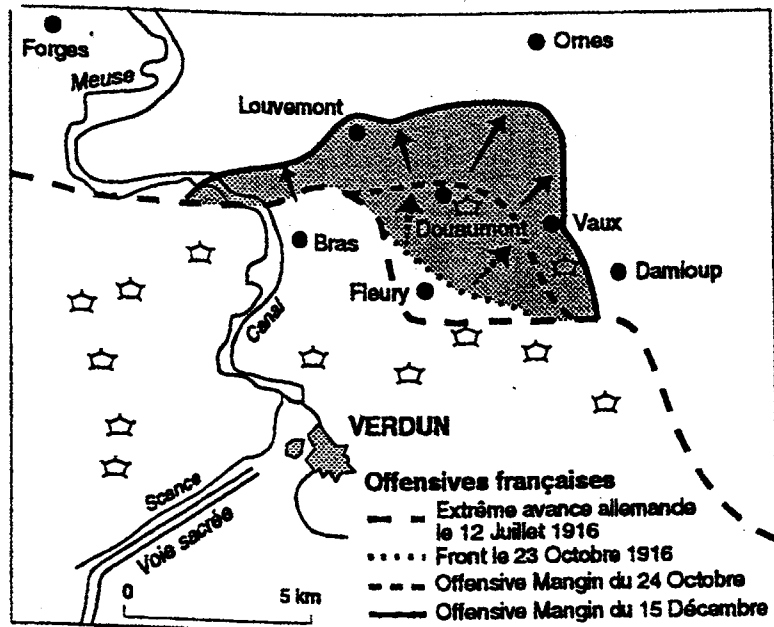
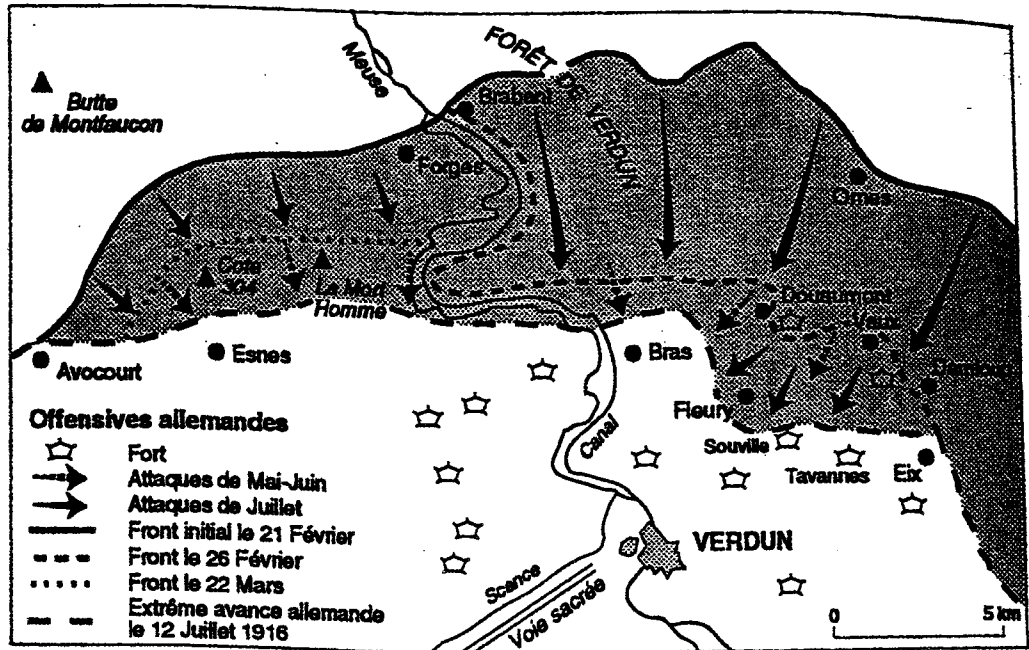
a) L'affrontement Joffre-Pétain sur le choix de concentrer les efforts sur Verdun ou d'adopter une stratégie de diversion sur la Somme

L'offensive de Verdun vient donc complètement perturber la préparation de l'offensive franco-britannique sur la Somme. **Joffre** est décidé néanmoins à ne pas s'en laisser détourner et à lui consacrer toutes les forces disponibles. « Prisonnier de son éternel optimisme, le commandant en chef est convaincu que la crise (à Verdun) est surmontée et qu'un équilibre est rétabli. Il se refuse à admettre la supériorité de l'artillerie lourde adverse, de l'ordre de deux à un »<sup>4</sup>. Pour lui, la percée demeure l'objectif assigné à l'action sur la Somme.

Aux yeux de **Castelnau**, ce but est totalement irréaliste. Dans une note adressée au gouvernement, il écrit : « Il ne faut pas attendre la décision par les armes sur notre front. Nous en sommes réduits à la **guerre d'usure** dans laquelle il faut tâcher de rompre l'équilibre à notre avantage ». Aussi, ne voit-il dans l'offensive de la Somme que le moyen d'obliger les Allemands à lâcher prise sur la Meuse, en les menaçant sur un autre point du front.

<sup>4</sup> Masson – Histoire de l'armée française, Perrin, 1999, p 51

# BATAILLE DE VERDUN



À Verdun, **Pétain** met au point son système de noria entre le front et l'arrière. Afin d'éviter l'usure complète des troupes et l'affaiblissement de leur moral, il obtient du GQG que les mêmes troupes n'y effectuent qu'un seul passage. La bataille se prolongeant, Pétain devient de plus en plus exigeant en matière d'unités fraîches. Comme il le déclare lui-même au chef d'état-major du groupe d'armées Centre, le colonel **Jacquand** : « *Il me faut absolument des ressources sans limites ni restrictions. On aurait voulu que je me limite à un forfait et que je vive sur moi-même avec un nombre donné de divisions. Ce n'est pas possible [...] Si je devais ramener une division ayant déjà passé sur le front, son repos serait supprimé, elle ne tiendrait pas* ». Au 15 juillet 1916, soixante-dix divisions seront passées par Verdun, soit les deux tiers de l'armée française.

Une divergence importante commence alors à se manifester au sein du Haut commandement. « *Pétain est l'enfant gâté, écrit Jacquand. Sitôt qu'il n'a pas tout ce qu'il demande, troupes, matériel, etc..., il crie comme un brûlé et obtient immédiatement ce qu'on lui a refusé. Et il ne rend rien* ».

**Joffre** devient de plus en plus réticent sur cette manière de conduire la bataille qui consomme toutes les disponibilités préparées pour l'offensive de la Somme et l'oblige à en réduire l'ampleur. A la fin d'avril, le nombre des divisions prévues à cet effet est tombé de 42 à 30. **Castelnau** non plus ne cache pas son mécontentement à l'égard de « *l'égoïsme de Pétain qui ne pense qu'à Verdun* ». Il finit par s'irriter de ses demandes incessantes de moyens et décide de limiter à 24 divisions les effectifs des forces mis à sa disposition. « *Je ne comprends pas, confie alors Pétain à Jacquand, que le général de Castelnau, qui est un esprit distingué, n'admette pas la nécessité de renouveler les grandes unités de Verdun par l'apport de divisions nouvelles. C'est risquer des usures, des chutes de résistance et des incidents très graves* ».

Autre grief de Joffre à l'encontre de Pétain : son attitude fondamentalement défensive qui se traduit par l'absence de contre-attaques puissantes de dégagement, Pétain considérant la posture défensive comme la seule attitude à la mesure de ses moyens.

Ces divergences aggravent peu à peu les rapports entre les deux généraux.

Le 1<sup>er</sup> mai 1916, le général en chef nomme Pétain commandant du groupe d'armées Centre (GAC), manière détournée de lui faire abandonner, sans le désavouer, le commandement direct de Verdun au profit de Nivelle, considéré comme un général plus offensif.

Néanmoins, Pétain conserve ses idées sur la conduite de la bataille en cours qu'il continue de superviser à un échelon supérieur. Il estime qu'il faut non seulement résister aux assauts allemands à Verdun, mais terminer la bataille par une riposte victorieuse en y engageant toutes les réserves françaises.

Quant à son hostilité à l'offensive qui se prépare sur la Somme, elle est clairement affichée : « *L'offensive du GQG est une folie. On la fera d'ailleurs d'une façon absolument fautive : le général Foch est incapable de faire autrement* ». Pour lui, la perte de Verdun ne saurait être compensée par quelques succès locaux sur la Somme.

#### b) L'affrontement Castelnau-Joffre sur l'objectif de la Somme : « la percée ou l'usure »

Pour une fois, **Castelnau** est entièrement de l'avis de Joffre sur la nécessité d'attaquer sur la Somme. Réfutant le plan préconisé par Pétain, il affirme, le 17 mai, à l'occasion d'un grand conseil de guerre, « *qu'il est impossible de prendre l'offensive à Verdun sur un champ de bataille où nous ne pouvons pas engager des moyens d'action supérieurs à ceux de l'adversaire* »<sup>5</sup>. Pour lui, la seule solution pour dégager Verdun consiste à attaquer ailleurs, du fort au faible, avec tous les moyens disponibles, c'est-à-dire avec les Britanniques. Il reste fidèle en cela au plan d'opérations de la coalition, arrêté avant le début de l'attaque allemande.

« *Nous obligerons l'ennemi à lutter sur un terrain choisi et organisé par nous, nous le forcerons à disperser ses disponibilités et à les user contre les forces intactes de nos alliés, au lieu de les jeter uniquement sur nous.*

<sup>5</sup> Gras – Castelnau ou l'art de commander. Denoël, 1990, p 307

*Enfin, la supériorité numérique considérable des Alliés et leurs moyens matériels permettent d'espérer un succès tactique important et un affaiblissement tel des moyens de l'Allemagne, qu'elle ne puisse par la suite espérer remporter une victoire décisive sur l'un des Alliés »<sup>6</sup>.*

Néanmoins, Castelnau s'oppose à Joffre qui croit toujours à la possibilité d'une rupture du front allemand et souhaite que l'on exploite en direction de Cambrai. Pour Castelnau, il convient d'être beaucoup plus terre à terre et « *de battre d'abord l'armée allemande par une série d'attaques et d'enveloppements successifs ; après, on verrait* »<sup>7</sup>.

Le 31 mai, lors de la conférence de Saleux qui réunit autour de Joffre, le général Haig, commandant en chef britannique, et les trois commandants de groupe d'armées, Foch et Castelnau défendent des points de vue différents.

**Foch**, commandant du groupe d'armées Nord, se déclare hostile à toute offensive pour l'année 1916. « *On ne doit prendre l'offensive que quand on a sur l'adversaire la supériorité des moyens ; or, cette supériorité, nous ne l'avons pas ; donc il faut attendre l'an prochain* ».

**Castelnau**, chef d'Etat-major des armées, pense au contraire qu'attaquer sur la Somme est le seul moyen de sauver la situation. « *Nous devons dégager Verdun. Il n'y a qu'un moyen : offensive sur le front russe et sur le front anglais, aidée par une offensive française plus ou moins puissante* ». Néanmoins, il continue à assigner à celle-ci un objectif réaliste. « *Dans ces conditions, la coalition doit attaquer ; et son but doit être, non de percer, non d'aller sur le Rhin, mais de battre les Allemands et de les empêcher de réaliser leur plan* ».

A la fin de la conférence, Foch se rallie au point de vue de Castelnau.

De même, courant juin, Castelnau parvient à rallier Joffre à ses vues. Ce dernier considère désormais la Somme comme une bataille d'usure destinée à dégager Verdun. Néanmoins, dans sa directive du 20 juin, il fixe comme but à Haig et à Foch, chargés de conduire conjointement l'opération, d'atteindre les communications de l'ennemi dans la région Cambrai-le Cateau-Maubeuge.

Pendant ce temps là, à Verdun, l'évolution de la situation, à la fin du printemps 1916, donne raison à la prudence de Pétain. Pressentant que l'initiative des opérations risque de lui échapper, Falkenhayn a ordonné pour le 1<sup>er</sup> juin une nouvelle offensive. Le 7 juin, les Allemands prennent le fort de Vaux. Le 23, ils sont à deux doigts de s'emparer du dernier rempart protégeant Verdun, le fort de Souville. « *Le général Nivelle est si impressionné par cette attaque qu'il fait demander au GQG l'envoi de 4 divisions de renfort, demande que Pétain, le pessimiste, réduit à une* »<sup>8</sup> se pliant ainsi à la priorité stratégique de la Somme.

Le 26 juin, tandis que Joffre lui confirme l'ordre de tenir sur la rive droite de la Meuse, Haig et Foch commencent, sur la Somme, les tirs de préparation de l'offensive franco-britannique.

### c) Les divergences Foch-Fayolle sur l'exploitation de la bataille de la Somme

Le 1<sup>er</sup> juillet 1916, les troupes franco-anglaises attaquent entre Albert et Chaulnes. (cf carte page 19). L'opération n'a pas l'ampleur prévue initialement. Les nécessités de la bataille de Verdun ont réduit la participation française de 42 à 14 divisions et le front d'attaque a été ramené de 40 à 15 kilomètres. Une seule armée, la VI<sup>e</sup> du général Fayolle participe à l'action de part et d'autre de la Somme, en liaison avec les Anglais à qui incombe finalement l'effort principal avec 26 divisions.

Conscient de la nécessité absolue de ménager l'infanterie, le commandement français a prévu 900 pièces d'artillerie et plus de 1000 canons de tranchées pour permettre la conquête des positions. « *Pour la première fois, écrit l'historien Pierre Miquel, Anglais et*

<sup>6</sup> Castelnau – Intervention lors du grand conseil de guerre de Châlons, le 17 mai 1916

<sup>7</sup> Gras – Castelnau ou l'art de commander, p 312

<sup>8</sup> Pédroncini – Pétain, le soldat et la gloire, p 157

*« Français mettent en ligne des moyens comparables à ceux que les Allemands ont employés devant Verdun. La consigne est de tirer sans compter »*<sup>9</sup>.

Cependant, malgré l'énormité des moyens engagés, l'offensive obtient des résultats décevants. Certes, la Somme a permis de dégager Verdun puisque, après un ultime effort contre le fort de Souville les 11 et 12 juillet, les Allemands renoncent à toute attaque dans ce secteur. Néanmoins, en quatre mois, Britanniques et Français n'ont avancé, sur la Somme, que de douze et cinq kilomètres. Et le sacrifice consenti a été exorbitant, les Britanniques perdant 400 000 hommes et les Français 200 000.

Pourtant, malgré cette hécatombe pour de si maigres résultats, les combats vont se prolonger jusqu'au 17 novembre 1916, parce que ni Joffre, ni Foch, ne veulent mettre un terme à l'offensive.

Ainsi, cette bataille, engagée et poursuivie vainement en bataille de rupture à l'été 1916, se transforme, à l'automne, plus ou moins volontairement, en une interminable bataille d'usure, un autre Verdun. La surprise, y est totalement absente. Les Alliés attaquant au même endroit, *« jamais, écrit l'historien Jean-Baptiste Duroselle, les Allemands n'ont été prévenus si longtemps à l'avance de la zone où ils devaient faire venir leurs réserves »*<sup>10</sup>.

Le général **Fayolle**, qui commande la VI<sup>e</sup> armée et chargé, à ce titre de l'effort principal, a été, durant toute la bataille, en total désaccord avec **Foch**. Dans ses *Cahiers secrets*, constitués de notes quotidiennes où il exprime ses réactions sur le vif tout au long de la Grande Guerre, on perçoit son irritation à l'égard des idées de celui qui a conçu le plan d'opération et a dirigé la bataille du côté français.

Avril 1916. *« Foch est venu nous exposer son plan. Il n'a aucune idée de manœuvre. D'ailleurs la bataille dont il rêve n'a pas de but... »*.

Fin juin, il déplore une *« conception acrobatique de la bataille »*.

16 juillet. *« L'art de la guerre a disparu. De l'inaptitude manœuvrière actuelle des troupes. Elles sont ankylosées par la guerre de tranchées et leur mentalité est déformée. La grande tactique s'est complètement substituée à la stratégie »*

Alors que la bataille s'enlise dans la boue, le 21 octobre 1916 : *« Joffre et Foch veulent Bapaume. Et quand on y sera ! Si on a perdu soixante mille hommes pour y aller, quel sera le bénéfice ? »*.

Enfin le 3 novembre : *« Le Boche est tapé, dit Foch. Il le répète depuis le commencement de la guerre... Pour lui, les troupes sont toujours prêtes à attaquer indéfiniment. »*<sup>11</sup>.

Mais Fayolle adresse surtout à Foch deux reproches.

Le premier concerne le principe suivant lequel a été montée l'offensive : une suite d'attaques successives et limitées sans exploitation immédiate du succès.

Le second concerne son manque de vision stratégique, au cours de la bataille, lorsque la percée est sur le point d'aboutir. Plusieurs fois, il aurait été possible de transformer le désarroi des troupes allemandes en désastre, si Foch n'avait pas persisté dans son système d'attaques limitées.

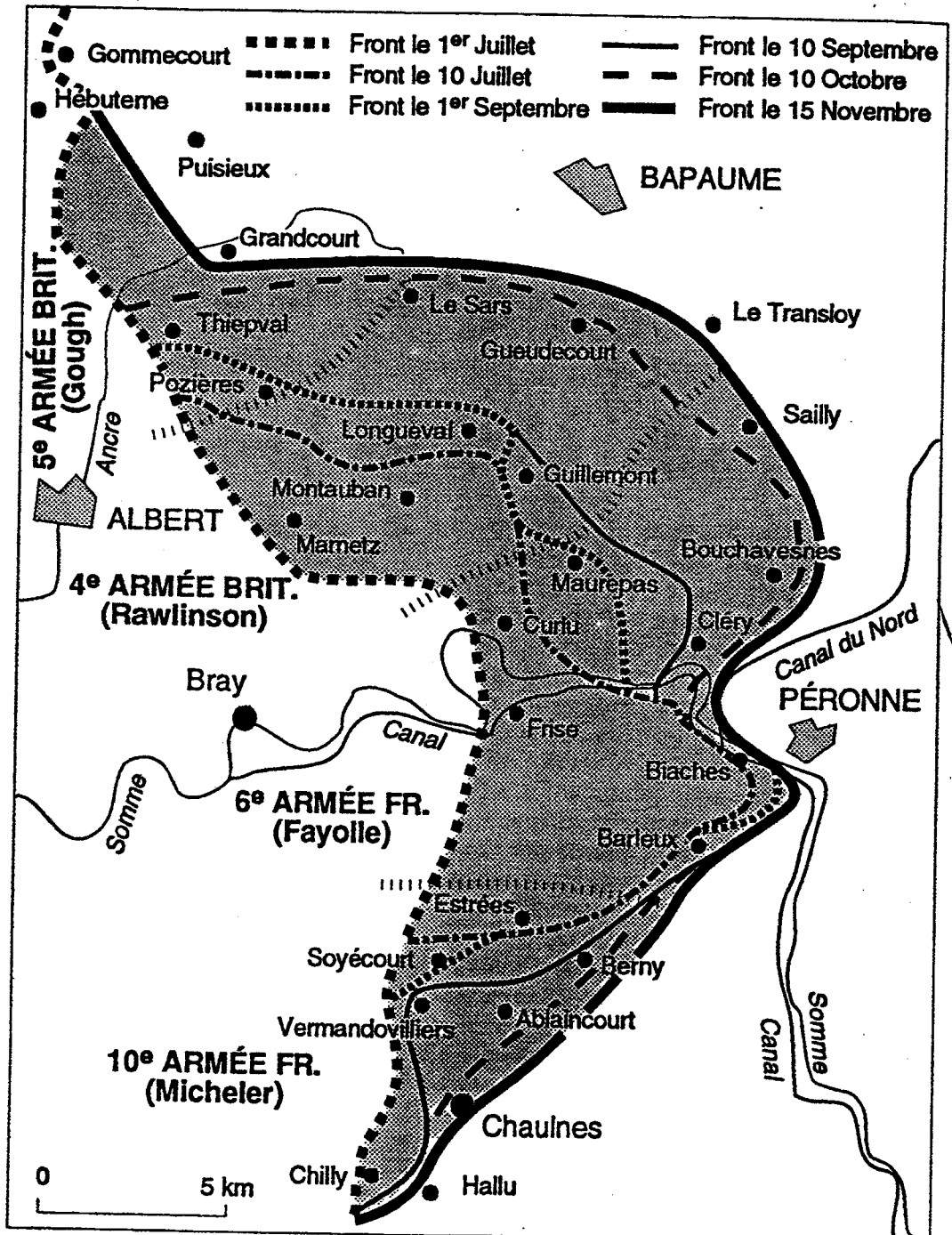
Ainsi, le 3<sup>e</sup> juillet, le 1<sup>er</sup> corps d'armée colonial appartenant à la VI<sup>e</sup> armée française parvient à se rendre maître de toute la dernière ligne allemande, entre la Somme et Estrées, à sept kilomètres de sa base de départ. La surprise ayant joué dans ce secteur, il semble possible, en se rabattant vers le sud en direction de Noyon, d'encercler des forces importantes dans le saillant de Chaulnes et de contraindre l'ennemi à un large repli. Encore faudrait-il pour cela exploiter immédiatement ce succès tactique et accepter de dissocier la VI<sup>e</sup> armée des Anglais.

<sup>9</sup> Pierre Miquel – La Grande Guerre, Fayard, 1983, p 373

<sup>10</sup> Jean-Baptiste Duroselle – La grande guerre des Français, p 120

<sup>11</sup> Fayolle – Cahiers secrets de la Grande Guerre, p 168

# BATAILLE DE LA SOMME



Le 3 juillet au soir, Fayolle note dans ses Cahiers : « *Le plan est simple : se couvrir de la Somme et se battre au sud. Mais il faudrait lâcher les Anglais et on ne le fera pas, parce qu'ils retomberaient dans l'inaction [...] Le front boche est crevé sur 8 kilomètres. Pour la première fois, la percée est réalisée, et on ne va pas l'exploiter!* ».

Lorsque le 5 juillet, Foch se rallie aux idées de Fayolle, en reportant tous les efforts français au sud de la Somme, il est trop tard. Les Allemands ont bénéficié du répit nécessaire de 24 heures pour combler la brèche avec des réserves.

De même, le 12 septembre, la VI<sup>e</sup> armée s'empare de la dernière position allemande à Bouchavesnes. Mais l'attaque n'est pas poussée à fond et les Allemands eux-mêmes s'étonnent de la retenue des Français qui s'arrêtent au lieu d'exploiter.

En définitive, **Foch**, use son crédit dans cette affaire de la Somme.

Considérant que l'Allemagne est à bout de souffle et qu'il suffit d'intensifier, dès la fin de l'hiver, les coups de boutoir pour emporter la décision l'été prochain, il donne l'impression de s'entêter et de s'acharner à l'excès. Qualités considérées comme salvatrices en 1914, on lui reproche désormais sa fougue et son optimisme invétérés, à la fin de 1916.

De plus, sa doctrine **du « martèlement »** consistant à abattre le front ennemi par pans successifs sans rechercher l'exploitation immédiate - doctrine qui n'est pas sans rappeler celle des Allemands aux premiers jours de Verdun - est totalement discréditée. Pour reprendre le mot de Castelnau, « *les offensives à objectifs limités sont des offensives à résultats certains, mais à rendement nul* ». En décembre, Foch se voit retirer le commandement du groupe d'armées Nord.

**Joffre**, nullement découragé, préconise à la conférence interalliée de Chantilly, le 18 novembre 1916, la reprise de l'offensive dès la première quinzaine de février 1917. Haig attaquerait de nouveau sur la Somme. Les Français monteraient une autre attaque, quinze jours plus tard, entre Craonne et Reims, sur le front de l'Aisne.

Cependant, le généralissime n'a plus la confiance du gouvernement. Il est relevé de son commandement des armées du nord et du nord-est le 2 décembre 1916.

### **Bilan de la stratégie d'usure pratiquée en 1916**

Initiée par les Allemands à Verdun et reprise à leur tour par les Alliés sur la Somme, cette stratégie manque de peu d'aboutir en provoquant la saignée à blanc de l'armée allemande. De l'aveu même des chefs allemands, la Somme a été, en effet, pour eux la pire des épreuves.

« *La situation sur le front ouest était tendue à un point que je n'avais pas imaginé, mais je ne vis pas du premier coup toute sa gravité [...] Une artillerie puissante, parfaitement dirigée par les avions, servie par une accumulation de munitions d'artillerie, avait battu et mis en pièce notre artillerie. La puissance défensive de notre infanterie s'usa à un point tel que l'attaque par masses de l'ennemi put réussir. Nous ne perdions pas seulement notre ressort moral, mais nous perdions aussi, sans compter le sang répandu en abondance, des prisonniers nombreux et beaucoup de matériel [...] Les troupes s'usaient. Nous étions toujours à la veille d'une catastrophe* »<sup>12</sup>.

Les Allemands ont dû engager toutes leurs réserves et ont craint jusqu'au dernier moment la percée alliée, alors qu'ils venaient d'envoyer d'importants renforts sur le front de l'est pour faire face à l'offensive Broussilov. Ils ont combattu dans des conditions difficiles, limités en vivres et en munitions. Seule la puissance de leur artillerie et la résistance des dispositifs de défense leur ont permis de tenir, au prix de 267 000 hommes et de 6 000 officiers hors de combat. Selon l'historien Pierre Renouvin, la bataille de la Somme a « cassé les reins »<sup>13</sup> à l'infanterie allemande.

<sup>12</sup> Ludendorff - Mémoires

<sup>13</sup> Renouvin - La crise européenne et la Première Guerre mondiale, Puf, 1969, p 371

Cependant, à l'exception de très rares hommes, bien placés pour juger de la situation d'ensemble, on ne se doute guère, du côté allié, de l'efficacité de cette bataille et du profond degré d'usure d'une Allemagne au bord du désastre. On ne voit que les sacrifices consentis pour un gain de terrain ridicule et l'absence de rupture tant espérée.

### 113) L'offensive du Chemin des Dames

Le 17 décembre 1916, le général Nivelle, auréolé de gloire après les brillantes victoires remportées par sa II<sup>e</sup> armée, est nommé à la tête des armées françaises en remplacement de Joffre.

**Nivelle ne veut pas recommencer la Somme. Il est partisan d'une bataille de rupture décisive entraînant le retour à la guerre de mouvement.** Le 14 janvier 1917, il déclare : « *Nous rompons le front allemand quand nous voudrons à condition de ne pas attaquer au point le plus fort et de faire l'opération par surprise et attaque brusquée en vingt-quatre ou quarante-huit heures* ».

Pour l'historien Guy Pédroncini, son assurance lui vient des résultats locaux obtenus à Verdun en octobre 1916, et surtout en décembre 1916. Pourtant, la question se pose de savoir si une méthode qui a réussi sur quelques kilomètres, dans une zone dévastée par la bataille, est transposable à un large front. Parce qu'il est parti pour la guerre, simple colonel d'artillerie et se retrouve, vingt-huit mois plus tard, commandant en chef des armées françaises, parce qu'il a percé huit lignes de tranchées allemandes devant Verdun, repris Vaux et Douaumont, capturé toute l'artillerie lourde ennemie sur dix kilomètres de front, Nivelle cède à la tentation de croire qu'il a enfin trouvé devant Verdun une méthode qui lui permet de négliger les expériences, les tâtonnements et les erreurs de son prédécesseur.

Avant de rejoindre le Grand Quartier Général, il adresse à ses soldats de la II<sup>e</sup> armée le message suivant : « *L'expérience est concluante. Notre méthode a fait ses preuves. La victoire est certaine, je vous en donne l'assurance. L'ennemi l'apprendra à ses dépens* ».

Pour la résumer en deux mots, cette fameuse méthode est basée sur l'audace et la vitesse. Comme l'écrit Henri Amouroux : « *Il n'est plus question de sauts de puces de tranchées à tranchées, pendant lesquels l'adversaire a le temps de se reprendre, de s'organiser et de contre-attaquer, mais par un assaut brutal, furieux, ininterrompu, l'infanterie poussant l'infanterie, un assaut mené jusqu'au bout de la capacité offensive des unités, c'est-à-dire sans égard aux pertes, un assaut qui arrachera la décision comme un torrent arrache la digue. Une fois réalisée la percée, il ne faut accepter ni pause, ni regroupement des forces mais la ruée de toutes les troupes disponibles pour maintenir, élargir la brèche et, en désordre, semer le désordre chez l'adversaire* ».

Bien évidemment, il n'existe pas de méthodes radicalement fausses. Seulement des méthodes inadaptées. Nivelle propose en 1917 ce que les Allemands réaliseront au printemps de 1918, parce qu'ils bénéficieront du double avantage de la surprise et des réserves. Il propose ce qu'ils réaliseront en mai 1940 grâce à leurs divisions blindées. En 1917, Nivelle n'a rien de tout cela. Ni chars en nombre, ni réserves. Le commandant en chef demeure cependant persuadé que ses troupes feront tomber d'un coup les formidables positions allemandes de Craonne et du Chemin des Dames et qu'elles exploiteront ce succès en débouchant le jour même dans la plaine de Laon. En mars, les Allemands raccourcissent habilement leur front et se fortifient sur la « ligne Hindenburg ». Il n'y a donc plus de point faible dans le dispositif allemand. La révolution russe empêche par ailleurs que l'on puisse compter sur une offensive à l'est. En outre, tout prouve que les Allemands sont bien renseignés sur les préparatifs français.

Le scepticisme gagne. Les Anglais se déclarent hostiles à l'offensive. Lyautey, ministre de la guerre, ne croit pas à la réussite du plan Nivelle. Il préfère démissionner afin de ne pas

associer son nom à la tragédie qu'il pressent. Son successeur, Painlevé, également réticent, n'ose prendre la responsabilité d'ordonner à Nivelles de renoncer. **Pétain** de son côté ne cache pas son total désaccord et se montre, dans le climat quelque peu hypocrite du Haut commandement et du gouvernement, l'un des rares chefs à dire ouvertement ce qu'il pense. Pour Pétain, ce n'est pas que l'offensive de rupture ne soit pas envisageable, mais elle ne peut intervenir qu'en dernier lieu, après toute une série de batailles d'usure parvenant à épuiser les réserves allemandes.

**Nivelles**, soutenu par **Mangin**, le plus fougueux de ses commandants d'armée, reste néanmoins confiant. Pour lui, « *l'offensive seule donne la victoire* », « *la défensive, c'est la défaite et la honte* ». Malgré l'opposition déclarée des généraux Castelnau, Franchet d'Espèrey, Pétain et Micheler, il conserve la confiance du gouvernement. La bataille aura donc bien lieu et son but principal sera d'enfoncer les Allemands entre Soissons et Reims (cf carte page 23).

Le gigantesque déploiement d'artillerie qui accompagne l'offensive (2 300 canons lourds, 2700 canons de 75) ainsi qu'une habile propagande ont procuré une fois de plus des illusions.

L'attaque commence le 16 avril, par un temps exécrable et sur un terrain que les pluies ont transformé en borbier. Très tôt, l'affaire tourne mal. Au terme d'un heureux coup de main, les Allemands ont en effet saisi tous les plans de l'offensive française et la surprise ne joue pas. Il ne faut pas plus de deux heures aux mitrailleuses allemandes, protégées par du béton, pour briser, sur le plateau de Craonne, devant Brimont et Laffaux, l'assaut des régiments français dont le reflux s'achève parfois en débandade. Nivelles avait prévu une avance générale de dix kilomètres le premier jour. Elle n'atteint pas cent mètres en maints endroits. Les pertes sont énormes, notamment devant les positions allemandes du Chemin des Dames.

Dans ses carnets, **Fayolle**, commandant la I<sup>o</sup> armée et chargé d'attaquer entre Roye et Noyon, note à la date du 18 avril 1917 : « *L'idée de passer un rouleau compresseur sur les positions successives de l'ennemi est absurde... Un enfant de dix ans comprendrait. On ne peut aller du premier élan que jusqu'où le canon lui-même peut aller ; après cela, le fantassin est livré à lui-même<sup>14</sup>* ».

Les résultats les meilleurs ou plus exactement les moins mauvais sont obtenus par la IV<sup>o</sup> armée qui attaque en Champagne le 17 avril sous le commandement direct du général Anthoine que supervise Pétain. Une fois de plus, il faut reconnaître que la prudence et ce que d'aucun appelle le pessimisme de Pétain ont d'heureux résultats. Comme il a prévu son attaque en fonction de la solidité des fortifications allemandes, il progresse plus sensiblement que ses voisins en perdant moins de monde.

Devant les médiocres résultats de l'offensive et les terribles pertes subies par les unités, Painlevé veut mettre un terme à l'attaque. Nivelles s'obstine. Pour lui, la bataille a été gagnée sur la première ligne allemande et si les résultats n'apparaissent pas aussi décisifs qu'espérés avant le déclenchement des opérations, l'ennemi n'en est pas moins usé et paralysé dans ses initiatives. Lâché par le gouvernement, il est néanmoins contraint à démissionner le 19 mai 1917.

Pétain lui succède comme général en chef.

### **Bilan de la stratégie menée entre l'automne 1914 et le printemps 1917**

Le passage de la guerre de mouvement à la guerre des fronts stabilisés, à l'automne 1914, a dérouté de nombreux chefs militaires au point de leur faire oublier les principes classiques de la manœuvre. En face d'un front fortifié continu, qu'on ne peut ni déborder, ni tourner, il semble ne subsister dans l'esprit du plus grand nombre qu'une seule manœuvre possible : l'assaut. Trouer le front adverse d'un seul élan, sans opération de dérivation préalable, tel est le principe rudimentaire des manœuvres de rupture tentées en 1915 et qui ne

<sup>14</sup> Maréchal Fayolle – Carnets secrets



comportent qu'**un seul temps**. Si en Artois et en Champagne l'assaut parvient à percer momentanément la défense ennemie, la brèche reste trop étroite et est promptement obstruée par les réserves.

Pour parer à ce « colmatage » rapide, on pense qu'il convient d'accroître le plus possible la largeur de la brèche grâce à l'extension très sensible du front de l'attaque. Mais il n'est pas question de bataille préalable. Cette stratégie rudimentaire reste toujours vaine.

Dans le courant de l'été 1916, certains esprits de l'état-major de **Joffre**, tirant les leçons de la bataille de la Somme, en viennent à la conception d'une manœuvre **en deux temps** : un temps suffisamment prolongé de batailles à objectifs successifs limités, visant à fixer et user l'ennemi ;

un temps de rupture brusque, sur front initialement étroit et sur un terrain éloigné de celui des batailles de fixation.

Le remplacement de **Joffre** par **Nivelle** anéantit ces lents progrès chèrement acquis. Celui-ci, au printemps 1917, en revient à la stratégie de rupture en un seul temps, du type de 1915. On assiste alors à un véritable recul intellectuel de deux ans. On sait les résultats qu'il entraîne au Chemin des Dames, en mai.

## **12) La stratégie en 1918 : le faux débat entre stratégie offensive ou stratégie défensive ; l'affrontement Foch-Pétain**

La période qui s'étend de novembre 1917 à l'Armistice voit le retour de la guerre de mouvement. Pour la première fois depuis 1914, de larges percées du front sont réalisées. Essentiellement marquée par l'affrontement Foch-Pétain, cette ultime année de guerre peut être divisée en trois phases bien distinctes.

La première va de novembre 1917 à mars 1918. Elle connaît la défection russe et la lente montée en puissance de l'armée américaine. Compte tenu de l'infériorité numérique des Alliés, on s'attend à une offensive allemande et Pétain prépare l'armée française à encaisser ce choc.

La seconde s'étend du 21 mars au 17 juillet 1918. C'est une phase essentiellement défensive pour les armées alliées qui ne peuvent que parer les cinq coups de butoirs successifs de Ludendorff.

La troisième commence le 18 juillet et dure jusqu'à l'Armistice du 11 novembre. Durant cette phase, les Alliés, sous la conduite de Foch, refoulent en puissance l'armée allemande.

### **121) La préparation de la bataille, de novembre 1917 à mars 1918**

Depuis le 15 mai 1917, **Foch** occupe les fonctions de chef d'Etat-Major général de l'Armée. C'est Painlevé, ministre de la guerre dans le cabinet Ribot, qui l'a tiré du purgatoire qu'il connaissait depuis l'échec de la Somme. Ses nouvelles fonctions font de lui le délégué du ministre pour l'étude de toutes les questions techniques intéressant les opérations militaires. Il donne son avis sur la conduite de la guerre, la coopération des armées alliées et les plans généraux d'opérations. Les généraux en chef, Pétain et Haig, restent néanmoins seuls chargés de leur exécution. En novembre 1917, Foch devient membre du Conseil Suprême de Guerre (CSG), organisme créé en vue d'assurer une meilleure coordination de l'action militaire sur le front occidental.

Le 1<sup>o</sup> janvier 1918, il adresse au général Weygand, représentant militaire permanent de la France auprès du CSG, **ses propositions pour le plan d'opérations de 1918**. On peut y lire : « ...*Nous devons répondre à l'offensive adverse par une attitude qui, loin d'être passive, comportera au contraire, pour les armées de l'Entente, la résolution de saisir toute occasion d'imposer leur volonté à*

*l'adversaire par la reprise, dès que possible, de l'offensive, seul moyen de mener à la victoire. Dans ce but les armées devraient :*

*En cas d'attaque de l'ennemi, non seulement l'arrêter et le contre-attaquer sur le terrain même de ses attaques, mais encore **entreprendre de puissantes contre-offensives de dégagement** sur des terrains choisis et préparés à l'avance.*

*Si l'ennemi n'attaque pas, être en mesure de prendre l'initiative d'opérations à objectif limité ayant pour objet de dominer l'adversaire, de l'user, de maintenir la valeur combattive des troupes.*

*Dans l'un ou l'autre cas, être en état de **développer ces actions sous la forme d'une offensive combinée à visées décisives** si l'usure de l'ennemi ou toute autre circonstance favorable dans la situation générale permet d'en escompter le succès. »*

**Foch** reste donc partisan de l'offensive et préconise une action préventive franco-britannique, de manière à désorganiser le dispositif adverse.

**Pétain**, de son côté, alarmé par la pénurie des effectifs de remplacements, estime ne pouvoir s'offrir le luxe dispendieux d'une défensive agressive. Pour passer à l'offensive, il veut attendre l'arrivée massive des Américains et se borner, jusque-là, à mener, aussi économiquement que possible, une bataille strictement défensive. Il l'écrit dans une formule qui, aujourd'hui, nous semble banale, mais qui, alors, déconcerte : « *L'Entente ne recouvrera la supériorité en effectifs combattants qu'au moment où l'armée américaine sera capable de mettre en ligne un certain nombre de grandes unités : jusque-là, nous devons, sous peine d'une usure irrémédiable, conserver une attitude expectante, avec l'idée bien arrêtée de reprendre, aussitôt que nous le pourrons, l'offensive qui, seule, nous donnera la victoire finale* ».

Aussi, au plan résolument offensif de **Foch**, **Pétain** répond de la manière suivante, le 8 janvier : « *Il faut nous rendre à l'évidence et établir nos prévisions non sur des spéculations, mais sur des réalités. La bataille de 1918 sera défensive du côté franco-britannique, **non par la volonté du commandement, mais par la nécessité de la situation**. Le manque de moyens nous l'impose ainsi. Mieux vaut s'en rendre compte maintenant et s'organiser en conséquence... ».*

Et il est vrai qu'au printemps 1918, l'armée impériale est plus forte que jamais. Elle dispose, en mars, sur le front occidental, de 195 divisions contre 174 pour les Alliés et en mai de 207 contre 174. La défection russe et la signature du traité de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, ont permis en effet le transfert à l'ouest de 40 divisions engagées jusque là à l'est. Cette situation peut déboucher sur un désastre majeur.

**Pétain** a prévu cette situation et arrêté en conséquence sa stratégie. N'a-t-il pas déclaré, le 6 décembre 1917, devant le comité de guerre : « *Grâce à ses transports d'est en ouest, l'Allemagne aura incessamment, sur le front franco-belge, 200 divisions et 1 600 batteries lourdes. Elle pourra tenir ses lignes avec 100 divisions et 600 batteries. Elle aura ainsi 100 divisions et 1 000 batteries lourdes disponibles pour préparer une grande attaque au printemps. Nous sommes sur la corde raide... »*

A partir de cette analyse, il décide dans sa **directive n° 4** du 22 décembre 1917, de conserver une attitude défensive, en attendant l'entrée en ligne des divisions américaines. Il peut ainsi constituer une **réserve de 40 divisions** dont l'instruction tactique, fixée par sa directive n° 2, a été poussée.

## 122) La bataille défensive du 21 mars au 17 juillet 1918

On peut relever trois désaccords majeurs entre Foch et Pétain au cours de cette période :

- en **mars** 1918, au moment où la défaite tactique des Britanniques risque de se transformer rapidement en problème stratégique ;
- en **mai**, au sujet de l'application de la directive de Pétain sur la défense en profondeur et sur l'utilisation des réserves stratégiques ;
- en **juillet**, lors des préparatifs de la contre-offensive du 18 juillet.

#### a) Le différend de mars 1918

Lorsque les Allemands lancent, le 21 mars, leur première des offensives du printemps 1918, et qu'ils parviennent à percer le front occidental dans le secteur britannique, pour la première fois depuis 1914, Foch et Pétain semblent adopter un point de vue différent face au risque de rupture entre les deux armées alliées, de part et d'autre de l'Oise (cf carte a page 27). En fait, comme nous le verrons dans notre deuxième partie, il n'y a pas eu de différence fondamentale dans leur manière de réagir. Mais, parce qu'il y eut coïncidence entre la nomination de Foch au poste de coordonnateur des armées alliées, lors de la conférence de Doullens, le 26 mars, et l'arrivée des divisions françaises de réserve colmatant la brèche, on a inscrit entièrement à son crédit le sauvetage de cette périlleuse situation.

« En fait, comme l'écrit le général André Laffargue, *le changement qui va se produire dès le 28 mars, est la résultante à la fois de l'impulsion incontestable donnée par Foch et de l'arrivée à maturité des mesures prises par Pétain pour faire affluer les renforts. Sans ces renforts, les ordres comminatoires de Foch n'eussent été que paroles jetées au vent [...]* En tout cas, si Pétain n'a pas cessé de se montrer pessimiste – et ceci par une sorte de réaction contre l'optimisme de commande –, ce pessimisme n'a influencé en rien sa lucidité, l'activité et même la solidarité dont il a témoigné, en dépit de l'hypothèque pesant sur la Champagne, pour prendre à son compte et nourrir une bataille dans une zone dont il n'avait pas initialement la responsabilité »<sup>15</sup>.

#### b) L'affrontement de mai

L'opposition Foch-Pétain se manifeste véritablement en mai, à propos tout d'abord de l'utilisation des **réserves stratégiques** (cf carte b page 27).

**Foch** désire les conserver à l'aile gauche du dispositif allié, en Picardie et dans les Flandres. Il estime, en effet, qu'une « *attaque allemande de grande envergure pourrait se présenter d'un moment à l'autre entre la Lys et l'Oise, et obtenir des résultats à conséquences graves* »<sup>16</sup>. Il invite donc, le 3 mai 1918, le maréchal Haig à préparer une offensive franco-britannique « *pour reprendre l'ascendant sur l'ennemi et l'empêcher de renouveler ses entreprises* ».<sup>17</sup>

**Pétain**, de son côté, reste opposé à toute offensive alliée qu'il juge prématurée et qui aurait comme conséquence d'affaiblir les réserves dont il dispose, de l'Oise à la Suisse : « *Si nous voulons durer, il faut économiser et ne pas nous lancer dans une folle aventure [...]* Il y a lieu, pour nous, d'éviter à tout prix des tentatives infructueuses qui ne feraient qu'amoindrir l'esprit et le moral de la troupe ».<sup>18</sup>

Mais l'opposition entre Foch et Pétain apparaît encore plus vive sur l'interprétation et **l'application de la directive n° 4**. Celle-ci fixe la tactique défensive dite de la « deuxième position » qui prescrit d'une part « *de tenir les premières positions de manière à y briser ou tout au moins ralentir et disloquer le premier élan de l'ennemi* », d'autre part d'« *assurer, en tout état de cause, l'intégrité des deuxièmes positions* ».

**Foch** ne peut admettre que l'on puisse abandonner un pouce de terrain pour ne se battre en forces que sur une position en retrait. A son poste de chef d'état-major général, il était déjà intervenu auprès de Clémenceau. Et celui-ci avait écrit, le 8 février 1918, à Pétain : « *L'interprétation trop systématique de vos instructions pourrait, en se propageant dans l'armée britannique, y créer des conceptions d'autant plus dangereuses que, comme vous le savez, l'organisation du terrain en arrière de la première position y est à peu près inexistante* ».<sup>19</sup>

<sup>15</sup> Laffargue – Foch et la bataille de 1918, Arthaud, 1967, p 112 et 113

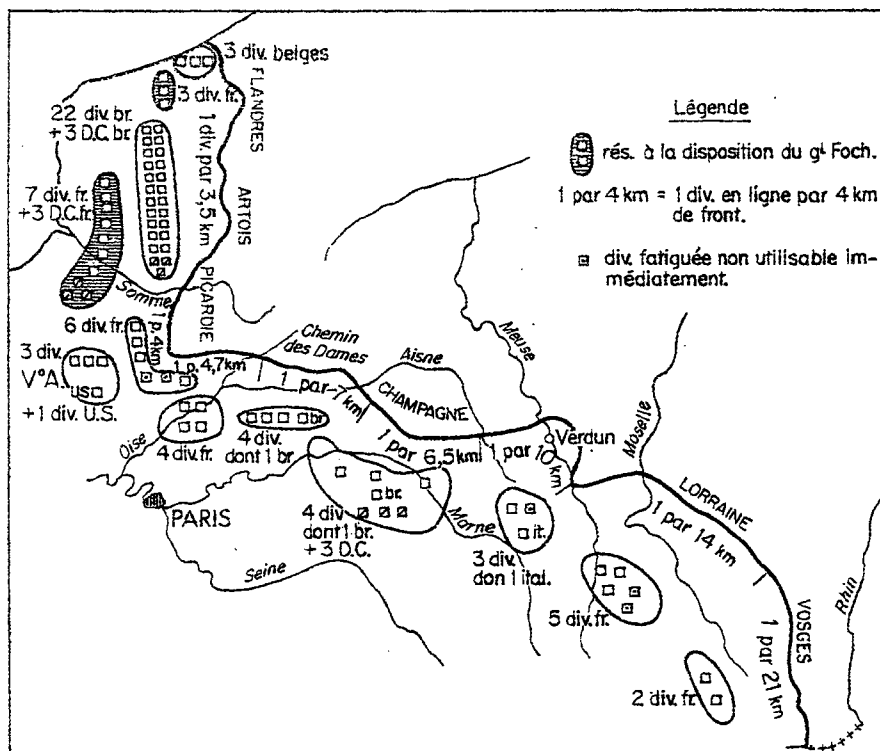
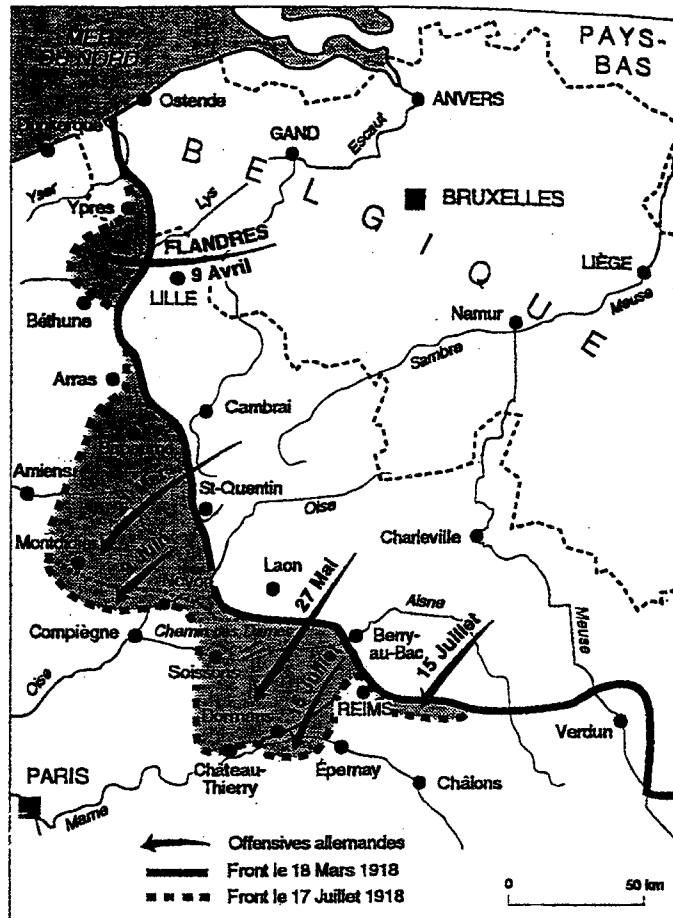
<sup>16</sup> Weygand - Mémoires, tome 1, p 524

<sup>17</sup> idem - p 525

<sup>18</sup> Général Laure – Pétain, p 202

<sup>19</sup> idem – p 184

# OFFENSIVES ALLEMANDES DE 1918



*Schéma de la répartition des réserves alliées et de la densité d'occupation du front, le 27 mai matin.*

Peu de temps après sa nomination au poste de généralissime interallié, Foch adresse, le 5 mai 1918, aux commandants de groupes d'armées et d'armée, une note contredisant les directives que ceux-ci ont reçues de Pétain au sujet de « la deuxième position ». Il y écrit notamment : « *Chaque élément, quelle que soit sa situation, doit défendre à tout prix la position qui lui a été confiée [...] Il ne peut être question, pour une raison quelconque, de repliement volontaire ou simplement consenti* ». Etrange position qui semble complètement méconnaître les difficultés rencontrées par les unités chargées de tenir les premières lignes sous le feu de l'ennemi, au moment des offensives. Regrettable position, comme on ne va pas manquer de s'en apercevoir lors de l'offensive allemande du 27 mai au Chemin des Dames.

Ludendorff entend recourir, en effet, à une nouvelle diversion, cette fois contre le front français. Il s'agit pour lui d'attirer à l'est de l'Oise le gros des réserves françaises engagées au profit des Britanniques, avant de se retourner une dernière fois et de manière décisive contre l'armée britannique (cf carte a page 29).

Convaincu que les Allemands vont renouveler leur effort dans les Flandres, **Foch** déplore le pessimisme de Pétain qui continue à s'attendre à une offensive majeure en Champagne, de part et d'autre de Reims. L'inquiétude de ce dernier est d'autant plus vive que l'armée française se trouve en porte à faux. En venant au secours de Haig, Pétain a dû en effet allonger son front d'une centaine de kilomètres. Celui-ci est passé de 480 à 580 kilomètres, alors que l'armée anglaise se contente d'un secteur réduit de 135 kilomètres seulement au nord de l'Oise.

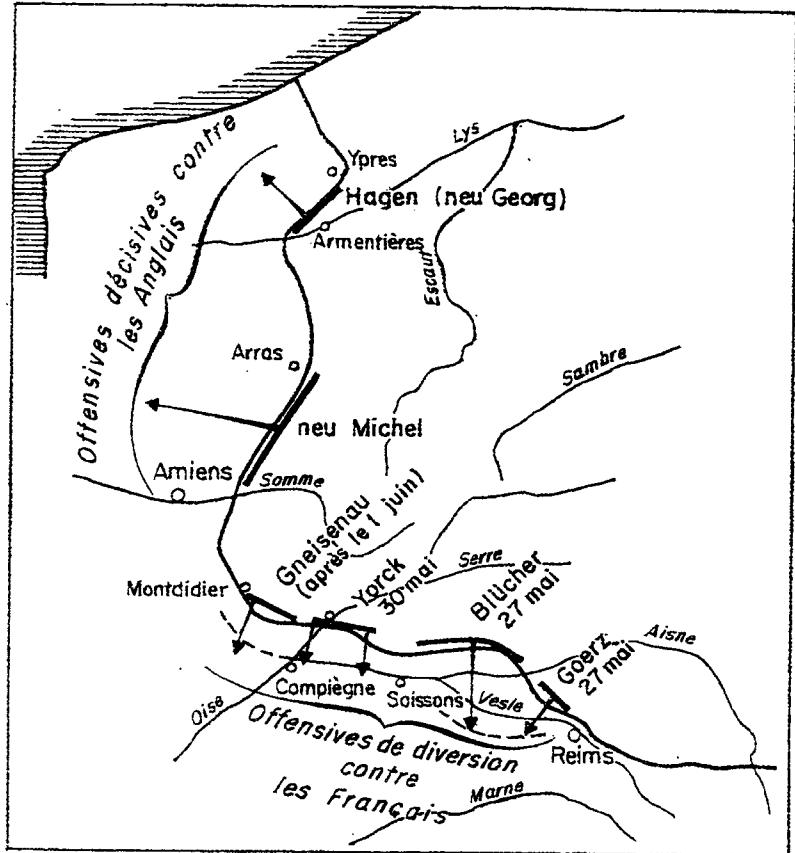
Alors que Foch préconise une action conjointe franco-britannique en direction de Montdidier et des Flandres, Ludendorff lance, **le 27 mai 1918** (cf carte b page 29), une puissante offensive, au nord de l'Aisne, contre les positions tenues sur le Chemin des Dames, par la VI<sup>e</sup> armée. Celle-ci, commandée par le général Duchêne, a, conformément à la note de Foch du 5 mai 1918, organisé sa position de résistance sur sa première ligne et non pas sur la seconde, comme l'avait ordonné le général en chef des armées françaises, Pétain.

Après un court mais effroyable bombardement exécuté par 4 000 pièces d'artillerie contre les unités déployées en première ligne, trente divisions allemandes attaquent sur un front d'une cinquantaine de kilomètres. La VI<sup>e</sup> armée française est enfoncée, l'ennemi créant en trois jours, entre Reims et Noyon, une poche de 50 kilomètres de profondeur dont la pointe atteint, le 30 mai, la Marne de Château-Thierry, à 80 kilomètres de Paris. Devant la réussite inattendue de l'opération, Ludendorff tente d'exploiter au maximum la percée, grâce à ses réserves, en élargissant les flancs de l'opération en direction de Soissons et de Reims. Le sort de la guerre se joue de nouveau sur la Marne.

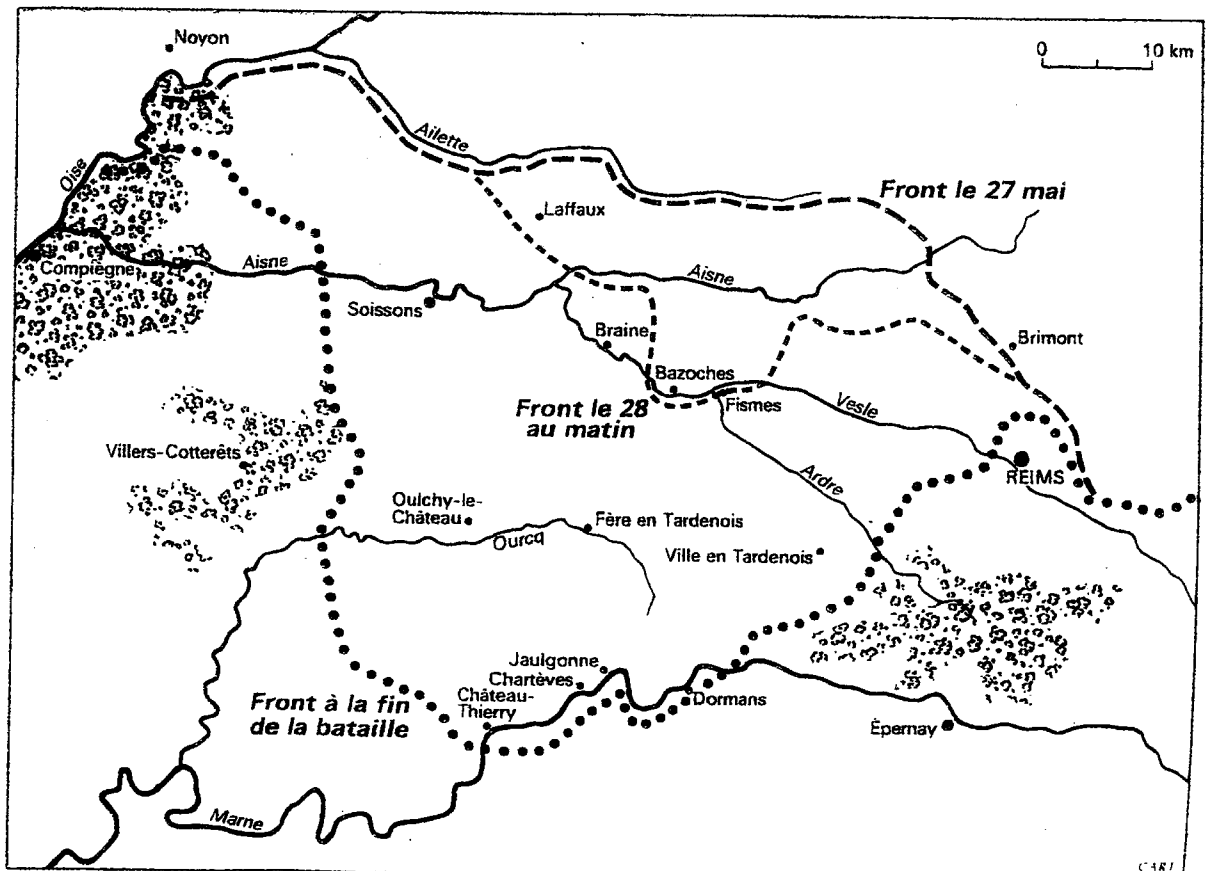
*« L'action du général Pétain et sa maîtrise dans la conduite d'une bataille défensive sont au premier plan de la crise, écrit Guy Pédroncini. Il enrayer avec ses dispositions et ses seules forces la poussée allemande. Une fois encore il sauve une situation si grave que Foch lui-même envisage que la guerre peut être perdue. Les faits viennent de lui donner tort, mais le commandement unique est de création trop récente pour qu'il soit remis en cause, même si les critiques ne manquent pas. Leur résultat est de donner au général Pétain une plus grande liberté d'action : au cours de la bataille il déborde largement le domaine tactique et il propose **les seules solutions stratégiques** connues pour faire face aux menaces suprêmes »<sup>20</sup>.*

Force est donc de reconnaître que Foch a été pris à contre-pied et que les craintes de Pétain n'étaient pas vaines. Le généralissime des armées alliées doit céder aux réclamations du général en chef français de remettre progressivement à sa disposition les deux armées françaises, la V<sup>e</sup> et la X<sup>e</sup>, engagées au nord de l'Oise aux côtés des Britanniques. Grâce à ces renforts, Pétain parvient à colmater la poche créée entre la forêt de Villers-Cotterêts et la montagne de Reims.

<sup>20</sup> Pédroncini – Pétain, le soldat et la gloire, p 361



*Nouveau plan d'attaque de Ludendorff au début de mai.*



*La percée du Chemin des Dames.*

Par contre, **Foch** s'entête à maintenir ses réserves dans le Nord et sur la Somme, estimant que l'attaque sur l'Aisne ne peut rien donner aux Allemands. **Pour lui, l'offensive de Ludendorff constitue une erreur car elle n'a pas de sens stratégique.** Avec son raisonnement purement théorique, il ne veut pas admettre qu'« *en cas de succès tactique, la stratégie doit se plier* »<sup>21</sup>. Au bout de quelques jours, il finit par accepter qu'il ne s'agit plus d'une diversion de modeste ampleur, mais d'une menace extrêmement sérieuse pesant sur le centre du front français et sur la capitale. On se retrouve dans la situation vécue deux mois plus tôt, mais inversée. « *Le Schwerpunkt s'est déplacé à l'est de l'Oise* » écrit l'historien Philippe Masson.

c) L'ultime heurt lors de la préparation de la contre-offensive du 18 Juillet :

C'est le 15 juillet au matin, que va se dérouler l'ultime affrontement entre Foch et Pétain durant cette phase défensive.

Ce jour-là, Ludendorff lance trois armées à l'assaut du front s'étendant de Château-Thierry à la Main de Massiges, en Champagne (cf carte page 31).

A l'est de Reims, l'attaque allemande échoue face à la IV<sup>o</sup> armée du général Gouraud qui a parfaitement appliqué la tactique de la défense sur la deuxième position.

A l'ouest de Reims, par contre, les forces allemandes enregistrent un succès plus marqué contre la V<sup>o</sup> armée du général Berthelot qui n'a pas suivi la directive de Pétain, et parviennent à s'enfoncer au-delà de la Marne. Toute la réserve générale française est engagée. Restent les divisions fraîches qui sont prévues participer, le 18 juillet, à partir de la forêt de Villers-Cotterêts, entre l'Aisne et l'Ourcq, à la contre-offensive Mangin-Degoutte.

Jugeant la situation sérieuse, Pétain prélève quelques forces d'appoint sur ces armées et donne l'ordre de suspendre la contre-offensive. Mis au courant, Foch annule aussitôt cette décision en maintenant la contre-offensive. Cet événement est présenté par les partisans du généralissime comme une preuve irréfutable de son génie et a contrario, comme un témoignage supplémentaire de l'excessive prudence de Pétain, l'homme de la défensive.

Liddell Hart et le professeur Pédroncini ont rendu justice de cette erreur d'analyse en démontrant que le fameux contre-ordre de Foch, le 15 juillet 1918 ne modifia que fort peu les effectifs engagés dans la contre-offensive du 18 et qu'il eût mieux valu laisser se dérouler le plan défensif que Pétain avait prévu.

### 123) La bataille offensive et l'affrontement entre deux conceptions de la concentration des moyens.

Il est assez frappant de constater le manque de manœuvre des armées alliées d'août à novembre 1918.

Il est vrai que la stratégie de **Foch** consiste, à partir du 18 juillet 1918, à élargir progressivement la bataille à l'ensemble du front pour empêcher les Allemands de jouer de leurs réserves, et à les refouler progressivement sous la pression grandissante des forces alliées. Après la réduction des deux grandes poches allemandes, toute son action consiste essentiellement à **garder toujours l'initiative** en lançant continûment de nouvelles offensives.

**Pétain** quant à lui, désapprouve cette méthode qu'il suit par discipline. Dès le 3 août, il suggère une manœuvre autre que le refoulement ou la poursuite. « *Un objectif essentiel consistera à battre les principales armées ennemies. Pour ce faire, il faut choisir un point stratégiquement intéressant pour l'ennemi, aussi éloigné que possible du champ de bataille* »

<sup>21</sup> Von Moltke (Maréchal)



actuel. Il faut chercher le point faible de l'adversaire, en exécutant vite avec ce que l'on a. C'est à partir de Verdun qu'on trouvera les fronts les plus faiblement tenus, les points les plus sensibles des communications ennemies. Nous avons le temps de monter une opération dans l'Est »<sup>22</sup>. Pétain n'apparaît donc plus, à ce moment là, partisan de la défensive et l'on ne peut que contester la phrase du général Gambiez et du colonel Suire dans leur ouvrage sur la Première guerre mondiale : « Dès que le commandement unique se précise, on verra se dissocier les tendances de Foch et de Pétain, l'un pour l'offensive qui permet de reconquérir l'initiative des opérations, l'autre pour la défensive et la prudente gestion des réserves »<sup>23</sup>.

Foch repousse la méthode offensive préconisée par Pétain et choisit de poursuivre exclusivement **une bataille de refoulement en puissance** des armées adverses, par extension progressive du front d'attaque. Pour l'historien Jean-Baptiste Duroselle, Foch a conscience des objectifs qu'il veut atteindre et ce qui compte, pour lui, c'est « d'étreindre les Allemands si durement que nous les rendions incapables de manœuvrer, que nous usions leurs réserves et leurs effectifs sans trop nous soucier de la direction stratégique de nos attaques »<sup>24</sup>. L'offensive alliée prend ainsi la forme d'une suite rapide de coups vivement assésés sur différents points, chacun d'eux appliqué de manière à ouvrir la voie au suivant, « et tous assez rapprochés, quant au temps et à l'espace, pour réagir utilement les uns sur les autres »<sup>25</sup>.

« Vers la fin de la guerre, le front des armées alliées tout entier, de la mer du Nord aux Vosges, était en mouvement ; toutes les opérations s'emboîtaient les unes dans les autres, comme dans un organisme bien réglé. C'est cela qui était capital ; car l'ennemi, ainsi attaqué partout, à des points judicieusement choisis, n'avait plus de répit. Ses réserves fondaient à vue d'œil »<sup>26</sup> (cf carte page 33).

L'affrontement Foch-Pétain, lors de l'offensive de septembre-octobre 1918 ne peut donc se résumer à une opposition entre un style offensif et un style défensif mais réside dans une **divergence sur l'application du principe de concentration des efforts**. Pétain souhaite y recourir de façon traditionnelle ; Foch donne l'impression de ne pas l'appliquer et de négliger, comme généralissime un principe enseigné par ses soins à l'École de Guerre, avant 1914.

Le général Débeney, ancien commandant de la I<sup>o</sup> armée française en 1918, nous livre la clé de ce paradoxe dans une conférence prononcée à l'École de Guerre en 1920 : la guerre avait modifié la forme sous laquelle le principe de concentration des efforts se présentait habituellement et les exécutants ne le reconnaissaient plus.

« La conception de la bataille de France en 1918 retrouvait le principe de l'économie des forces. Mais, chose étrange, l'événement tourne court et avant que ne fut déclenchée l'attaque suprême, la décision était obtenue. On pouvait donc dire que, dans la forme de la manœuvre comme dans le choix des objectifs, on ne reconnaissait plus le plus éminent des principes de la guerre et qu'au sens philosophique du mot, il y avait scandale. Sans doute en examinant de près ce scandale, on ne constate aucunement la faillite des principes mais bien des modifications dans leur forme.

La guerre a pour effet de modifier la forme sous laquelle se présentent les principes ; elle les modifie même parfois si profondément qu'elle semble déformer les principes eux-mêmes et que les exécutants ne les reconnaissent plus »<sup>27</sup>.

En refusant l'offensive de Lorraine préparée par Pétain, comme nous le verrons dans la deuxième partie de ce mémoire, Foch ne couronne pas d'un succès fulgurant la victoire militaire. La bataille qu'il conduit reste une lutte « aux poings », comme on dit en termes de

<sup>22</sup> Etude du 3<sup>o</sup> bureau du GQG

<sup>23</sup> Gambiez et Suire – Histoire de la première Guerre mondiale, t II, p 168

<sup>24</sup> Général René Tournès -

<sup>25</sup> Liddell Hart – Stratégie, Perrin, p 278

<sup>26</sup> Recouly – Le mémorial de Foch, p 34

<sup>27</sup> Débeney (Général) – Conférence prononcée à l'École de Guerre, en 1920.



boxe, et prend uniquement la forme d'un martelage. Foch donne ainsi l'impression de gagner la guerre sans vraiment s'en rendre compte. La victoire étant obtenue sans action décisive, la notion de Schwerpunkt opératif, considérée par Clausewitz comme le point d'application de la concentration des efforts, semble totalement absente du déroulement de la bataille de 1918.

Pourtant, si l'on étudie la question sous un angle différent, on constate que Foch n'applique pas le principe de concentration des efforts dans l'espace, comme le souhaiterait Pétain, mais dans le temps. La comparaison entre la bataille de Verdun en 1916 et l'offensive de septembre-octobre 1918 est à cet égard très éloquente. A Verdun, la bataille se prolongea durant 165 jours sur un front de 35 kilomètres. A l'automne 1918, elle eut lieu sur un front de 350 kilomètres mais ne dura que pendant 45 jours !

On comprend dès lors que **la créativité est la véritable nature de la démarche stratégique**. Chaque problème posé étant spécifique, toute solution se doit d'être inventive, y compris parfois à l'insu du stratège lui-même, comme ici, dans le cas de Foch.

En définitive, cette opposition entre les deux futurs maréchaux quant à l'application d'un principe de la guerre doit nous rappeler « *qu'un principe est une loi relative à l'action mais non au sens formel et définitif. Il laisse au jugement une grande liberté d'action* »<sup>28</sup>.

Comme l'écrit la philosophe allemande Annah Arendt : « *L'action, dans la mesure où elle est libre, a sa source dans ce que j'appellerais un principe. Mais les principes sont beaucoup trop généraux pour prescrire des buts particuliers, bien que tout projet particulier puisse être jugé à la lumière du principe* ».

#### **Bilan de l'année 1918 sur l'affrontement Foch-Pétain:**

Tout au long de l'année 1918, les points de vue de Pétain et de Foch se heurtent nettement. Dès janvier 1918, l'idée maîtresse de **Foch** est de reprendre l'offensive le plus vite possible en **attaquant systématiquement du fort au fort** et en cherchant coûte que coûte à reconquérir le terrain perdu.

**Pétain** estime, de son côté, n'avoir pas les forces nécessaires pour tout à la fois tenir le front, soutenir les Anglais et reprendre l'offensive. Il craint, de plus, de voir fondre exagérément les réserves françaises pour des résultats incertains.

On a voulu schématiser cet affrontement au cours de la bataille de 1918 en une sorte d'opposition entre un Foch à la volonté inébranlable et un Pétain au pessimisme déprimant. Cela tient sans doute au fait que Foch apparaît comme extrêmement entreprenant et volontaire alors que Pétain semble pécher par excès de prudence. Ce dernier ne donne-t-il pas à juste titre l'impression d'être trop timoré et de ne pouvoir terminer la guerre en 1918. Ne déclare-t-il pas en mai 1918 que « *les Boches peuvent l'année prochaine avoir 220 divisions sur notre front, et nous, même avec l'apport américain, ne pouvons guère être au-dessus de ce que nous avons aujourd'hui. Il y a donc lieu pour nous d'éviter à tout prix les tentatives infructueuses qui ne feraient qu'amoindrir l'esprit et le moral de la troupe* ». N'estime-t-il pas, le 24 juillet de la même année, que les offensives d'importance doivent être limitées au dégagement de la vallée de la Lys et de Saint-Mihiel et qu'une opération de plus vaste envergure ne semble pas encore possible. On comprend que ce style défensif n'ait rien de bien exaltant pour des esprits qui promettent une victoire rapide à l'opinion depuis le début de la guerre. Abel Ferry, parlementaire français ayant repris l'uniforme pendant la guerre, écrit à ce propos : « *Poincaré et Clémenceau sont pour la méthode offensive. Ils n'aiment pas Pétain dont le pessimisme les navre et les déconcerte. Pétain exagère les difficultés et nos gouvernants aiment les illusions* ».

---

<sup>28</sup> Clausewitz – De la guerre

Pourtant, c'est **Foch** qui va se rallier progressivement aux solutions préconisées par **Pétain**, ce ralliement s'expliquant par la découverte progressive des réalités. A la lumière des documents actuellement connus, nous savons que les prévisions stratégiques de Foch ont été constamment démenties aussi bien lors de la préparation de la bataille de 1918 qu'au cours des offensives du 27 mai et 15 juillet.

En maintenant, en mai, le gros des réserves françaises derrière le front britannique et en incitant le général Duchêne à ne pas appliquer, au Chemin des Dames, les directives de Pétain sur la défense sur la seconde position, Foch amène les Alliés au bord du désastre, le 27 mai 1917. Cette crise est si dramatique qu'il doit admettre ouvertement que la guerre, à cet instant, peut être perdue. Il faut toute l'habileté manœuvrière de Pétain, dans la défensive, pour arrêter finalement l'avance allemande sur la Marne.

En persistant, en juin, à craindre une attaque contre le front anglais, les calculs de Foch sont à nouveau démentis par l'attaque du 15 juillet.

Tout au long de 1918, Pétain ne rentre pas dans le débat stérile du choix entre offensive et défensive. Pour lui, il s'agit avant tout de combiner ces deux modes d'action sans les opposer et d'appliquer la formule lucide qu'énonçait Foch lui-même, avant-guerre, à l'Ecole de Guerre : « *L'offensive et la défensive ne sont que les deux aspects d'une combinaison constamment raisonnée* »<sup>29</sup>.

\*

\*

\*

---

<sup>29</sup> Foch – Etude sur Napoléon

## **II) Les oppositions en matière de stratégie générale**

Dans la première partie, ont été exposées les oppositions en matière de stratégie opérationnelle. L'obtention de la victoire était son seul but.

Avec la stratégie générale, qui vise, rappelons-le à obtenir la paix la plus favorable possible au moyen des combats, le Haut commandement élargit son champ de réflexion au domaine politico-stratégique. Pour le général en chef, les fins de la guerre prennent le pas, à ce moment là, sur les fins dans la guerre. Reconnaissons qu'il y eut très peu de chefs militaires, au cours de la Grande guerre, pour concevoir les opérations à ce niveau.

Les trois grandes questions de stratégie générale qui divisèrent le Haut commandement furent :

le recours à une stratégie de diversion par l'ouverture de nouveaux fronts ;

l'attitude à adopter au sein d'une alliance en cas de séparation des armées de la coalition ;

l'opportunité de signer un armistice avant d'avoir battu l'armée ennemie en rase campagne.

### **21) Chercher à obtenir la décision sur le front occidental ou sur d'autres théâtres d'opération**

Dans tout conflit, à mesure qu'il se généralise, c'est-à-dire qu'il englobe un nombre plus élevé de belligérants, les théâtres d'opérations se multiplient et il devient parfois difficile de distinguer, dans l'enchevêtrement des intérêts en cause, lequel de ces théâtres jouera, dans la décision de la lutte, le rôle prépondérant.

Dès le mois d'août 1914, les armées des belligérants se heurtent sur trois fronts : en France, en Russie, en Serbie. Le front serbe apparaît manifestement comme secondaire. Tout d'abord par l'absence de grands objectifs géographiques, ensuite par la modicité et la médiocrité des forces en présence. Des deux autres fronts, le Français l'emporte à n'en pas douter sur le russe. Là où sont en présence les deux plus puissantes armées du monde, là est le théâtre principal des opérations, l'entrée en ligne de l'armée britannique aux côtés de l'armée française ne faisant que lui apporter un surcroît d'importance.

Grave confusion stratégique, cette notion de théâtre principal se confond, durant toute la guerre, avec l'idée selon laquelle la décision ne pourrait intervenir que sur ce front. En d'autres termes, un théâtre d'opérations n'aurait plus ou moins d'importance qu'en fonction des affrontements qui s'y livreraient. En refusant d'admettre rapidement que le théâtre occidental est gelé, et qu'il y aurait avantage à porter ailleurs les hostilités, le Haut commandement français commet une faute de stratégie. Et pourtant, d'éminentes voix s'étaient faites entendre pour rechercher, à partir de l'automne 1914, la décision sur le théâtre balkanique.

#### **211) Le recours tardif à une stratégie de diversion**

A la fin de 1914, l'échec des plans d'engagement français et allemand se traduisant par l'enlisement des opérations dans les tranchées de France, certains grands chefs militaires français jugent nécessaires d'étendre la guerre au théâtre des Balkans pour reprendre l'initiative. Trois noms dominent parmi les généraux qui défendent ce projet : Franchet d'Espérey, Castelnau et Gallieni.

Le général **Franchet d'Espérey**, qui commande la V<sup>e</sup> armée française, depuis la fin du mois d'août 1914, prétend dans ses carnets être à l'origine du premier projet d'opérations

visant à envoyer des troupes dans les Balkans. Il n'a cessé, il est vrai de porter un grand intérêt à cette région qu'il connaît bien.

Son projet date de l'automne 1914. Il prévoit le débarquement de huit divisions à Salonique, qui doivent rejoindre la Serbie par le chemin de fer en remontant la vallée du Vardar. Ce projet est présenté au Président de la République, Raymond Poincaré, lors d'une visite effectuée au quartier général de la V<sup>e</sup> armée, le 6 octobre 1914, et un exemplaire est envoyé au Président de la Chambre, Paul Deschanel, en décembre, qui le communique au gouvernement.

Pratiquement au même moment, et alors que le général **Joffre**, commandant en chef des armées françaises sur le front du nord et du nord-est, et le général **Foch**, commandant du groupe d'armées Nord depuis octobre, comptent sur une victoire rapide à force d'énergie, le général de **Castelnau**, chef de la II<sup>e</sup> armée se rend compte que la puissance allemande ne pourra être battue que par une longue guerre usure. Pour lui, il n'y a pas d'autre solution, pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve nos armées, que d'ouvrir, au printemps 1915, un front dans les Balkans contre l'Autriche-Hongrie, en restant sur la défensive sur le théâtre français. Puisque la guerre a pris sur le sol national l'allure d'un siège de forteresse, interdisant toute manœuvre, c'est ailleurs qu'il faut aller chercher le point faible de l'adversaire et essayer d'obtenir la décision.

*« Or le point faible de l'ennemi, écrit-il, c'est l'Autriche-Hongrie, militairement et politiquement parlant. L'Autriche va de défaites en défaites. Le peuple de cet empire disparate ne subira pas sans faiblir le poids de l'invasion ; il n'y est pas préparé. Il se détachera de son partenaire dès qu'il sentira la partie bien compromise. C'est donc contre l'Autriche que la coalition doit porter ses efforts, après avoir, bien entendu, fixé, immobilisé les forces actuellement en campagne »<sup>30</sup>.*

**Galliéni**, gouverneur militaire de Paris, fait de son côté la même analyse de la situation et considère qu'il faut envisager une vaste manœuvre par les Balkans pour prendre à revers les Empires centraux. Au début de février 1915, il présente un plan au gouvernement qui prévoit dans un premier temps de marcher sur Constantinople depuis Salonique en ralliant la Grèce et la Roumanie, puis d'attaquer en direction de Budapest.<sup>31</sup>

Ces trois généraux sont donc d'accord pour penser que les Alliés doivent profiter de la maîtrise des mers pour envoyer à Salonique une armée assez forte pour imposer à la Grèce, à la Bulgarie et à la Roumanie de se joindre à l'Entente. De là, cette armée pourrait soit porter l'offensive sur le front serbe au nord de Belgrade, soit s'emparer de Constantinople avec l'aide des Bulgares avant d'attaquer en direction de Vienne, avec les Roumains, et en direction du Danube, avec les Serbes.

Ces suggestions n'obtiennent aucun succès auprès du GQG. Elles sont même plutôt considérées comme un manque de confiance et de volonté d'agir par **Joffre** qui s'y montre particulièrement hostile. Dans une note du 5 janvier 1915, celui-ci écrit que cette idée est inacceptable dans son principe comme dans ses modalités et que ce serait une faute stratégique de dégarnir le front de France au profit d'un front secondaire.

*« Notre but, déclare-t-il, est d'atteindre l'ennemi sur le théâtre d'opérations principal. Il saute aux yeux que le théâtre principal se trouve là où l'Allemagne a massé la majeure et la meilleure partie de ses forces. Ce n'est pas l'Autriche qu'il faut battre, c'est l'Allemagne ».* Obsédé par la présence des Allemands à moins de cent kilomètres de Paris, on comprend aisément qu'il ne veuille pas prendre le moindre risque sur un théâtre d'opération aussi proche de la capitale. D'ailleurs, la décision d'ouvrir un nouveau théâtre d'opération ne lui appartient pas. Elle est du ressort des

<sup>30</sup> Gras – Castelnau ou l'art de commander, p 216

<sup>31</sup> Galliéni – Galliéni parle...Entretiens, p 78-79

gouvernements alliés. Malgré la situation imprécise qui régit, à cette époque, les rapports entre le gouvernement et le Haut commandement en temps de guerre, il est clair que c'est au pouvoir politique et non au généralissime français de déterminer contre quel adversaire il importe de faire effort, sur quel théâtre d'opérations et avec quels moyens. Encore faudrait-il pour cela que les alliés possèdent une instance suprême pour coordonner l'action politique, militaire et diplomatique des différentes puissances, et assurer une véritable conduite de la guerre.

Quant à **Foch**, il ne perçoit pas, lui non plus, la nécessité d'agir avec vigueur et rapidité dans les Balkans. Pour lui, la guerre peut encore être rapidement gagnée à l'ouest.

Réalisant qu'il est vain de limiter ses regards à un théâtre unique alors que le stratège se doit de prendre de la hauteur, Franchet d'Espérey, Castelnau et Gallieni comprennent que dix ou quinze divisions de plus ou de moins sur le front de France ne modifieront pas la situation, alors que ces mêmes divisions dans les Balkans pourraient avoir une action considérable, et peut-être décisive au moment où le gros des forces autrichiennes se trouve engagé contre les Russes en Galicie. Rappelant que pendant la Révolution, le théâtre principal de nos opérations était l'Europe centrale et que la décision était intervenue par le théâtre très secondaire que constituait alors l'Italie, Castelnau écrit : « *Lorsque les armées en présence se neutralisent, la décision vient d'éléments nouveaux d'importance numérique et de valeur militaire très secondaires parfois, mais qui sont appliqués en temps opportun et sur les points sensibles* ». « *Nous restons hypnotisés sur notre front de Bâle à la mer, mais ce n'est rien. Le champ de bataille, c'est le monde entier et on ne veut pas le voir* ».

## 212) L'expédition des Dardanelles et de Salonique

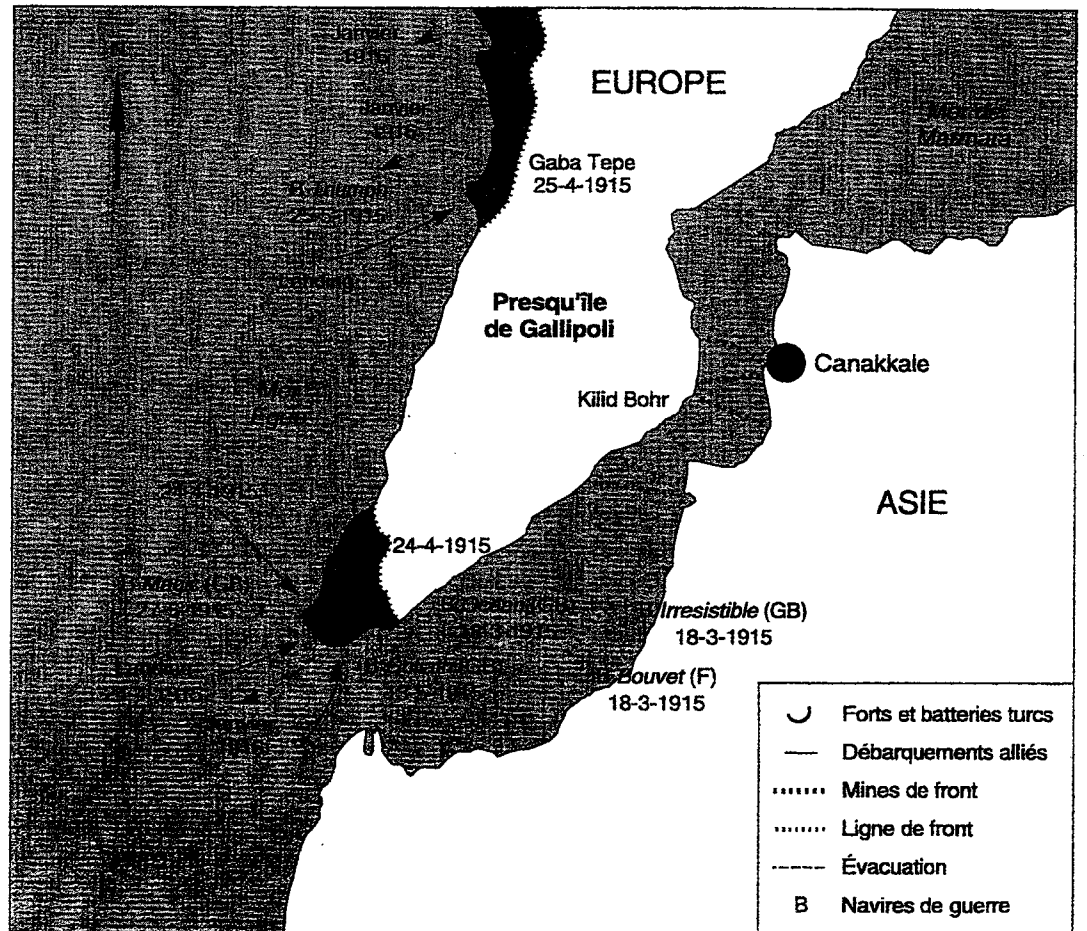
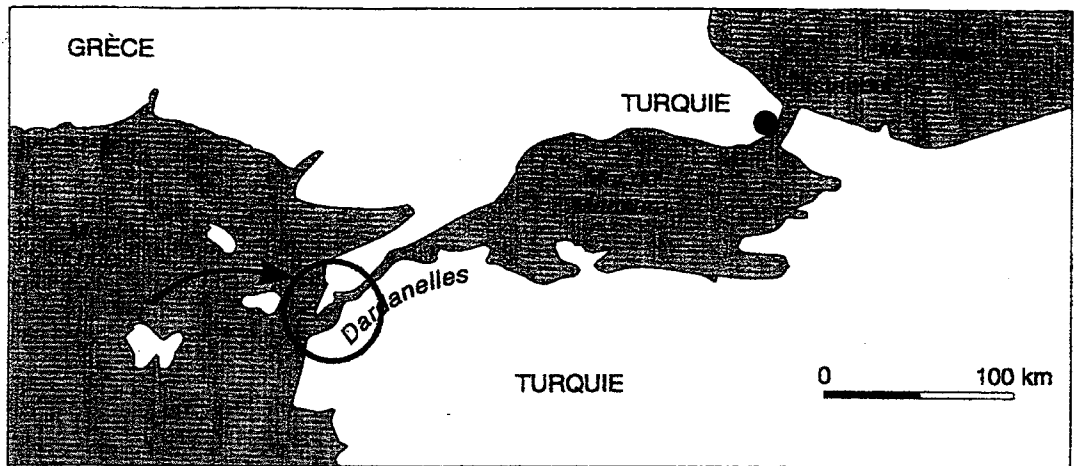
Devant l'échec des offensives en Picardie et en Artois, à l'hiver 1914, les gouvernements alliés finissent par se rallier à l'idée d'engager une action sur le théâtre des Balkans.

Le Premier Ministre britannique, Lloyd Georges, envisage lui aussi, un débarquement massif à Salonique. Churchill, préconise, de son côté, une opération purement navale contre les Détroits. Cette solution, qui utilise très peu de forces terrestres est adoptée. Très hasardeux, le forçement des Dardanelles est engagé maladroitement le 18 mars 1915 et échoue avec de fortes pertes (cf carte page 39). On se résout alors à débarquer un petit corps expéditionnaire composé de quatre divisions britanniques et une division française, le 25 avril 1915, dans la presqu'île de Gallipoli, en laissant aux Turcs le temps d'y organiser la défense. C'est traiter ce qui aurait dû être l'effort principal de l'Entente par ce que Gallieni appelle « *la méthode des petits paquets* ».

Il est en effet dommage que le GQG ait refusé d'intervenir dans les Balkans dès l'hiver 1914- 1915, alors que l'Autriche était en difficultés et peut-être sur le point de lâcher l'Allemagne en signant une paix séparée. A cette époque, les Etats neutres étaient attirés par l'Entente. En lançant l'opération en novembre 1914, « *la Royale Navy aurait pu, dans une région mal défendue, franchir les détroits et arriver à Istanbul* »<sup>32</sup>. Le nouveau théâtre d'opérations dont Joffre ne voulait pas, quand les circonstances étaient favorables, lui fut imposé dans les plus mauvaises conditions. L'occupation du camp retranché de Salonique constitua en définitive un résultat bien mince au regard de celui qu'on pouvait attendre d'une expédition dans les Balkans menée au bon moment et avec les moyens appropriés, telle que nos trois généraux la préconisaient un an auparavant.

Cette intervention sauva néanmoins le prestige de l'Entente et préserva l'avenir en maintenant ouvert un théâtre d'opérations qui allait s'avérer décisif pour la victoire finale en 1918.

<sup>32</sup> Fiévet (Général) – De la stratégie, Interéditions, 1993, p 107



**L'expédition des Dardanelles (1915)**

## 22) La stratégie au sein d'une coalition : Que faire en cas de menace d'une séparation des armées française et britannique ?

L'un des grands dilemmes de stratégie pour toute coalition est l'attitude à adopter lorsque l'ennemi concentre son effort uniquement contre l'un de ses membres ou attaque à la charnière des armées. N'oublions pas, en effet, que la guerre de coalition n'est que la collusion momentanée d'intérêts divergents, et qu'en cas de péril considéré comme vital, l'égoïsme national reprend souvent le dessus sur les intérêts conjoints. De 1914 à 1918, l'entente ne déroge pas à ce schéma puisque le centre de gravité stratégique du Royaume Uni se trouve en Belgique et dans le nord de la France, en raison de l'importance des ports de la Manche et que le souci majeur des Français est de couvrir Paris.

Si une menace de rupture entre les deux armées devait advenir, quelle devrait être, dans ces conditions, la réaction du commandant en chef français ? Protéger à tout prix Paris en acceptant de voir les troupes britanniques séparées du gros des armées françaises ? ou maintenir coûte que coûte la liaison ?

Cette question apparaît pour la première fois en 1915.

**Joffre** admet cette séparation ainsi que le repli britannique sur les ports de la Manche, pensant pouvoir rétablir la liaison et le front continu par une contre-offensive venue du sud.

Si les Allemands parvenaient à enfoncer les lignes alliées, « *l'occupation du front actuel devrait être maintenue à tout prix de part et d'autre de la brèche faite dans nos lignes [...] Les premières réserves arrivées seraient immédiatement engagées autour du saillant créé par l'ennemi jusqu'à ce que la progression de celui-ci fût arrêtée et que l'équilibre fût rétabli* ». Si d'aventure l'ennemi réussissait cependant à s'approcher de la mer « *et à menacer les communications des forces alliées du nord avec le gros des armées françaises* », Joffre considérerait « *que la possession des ports de Dunkerque, Calais, Boulogne (était) d'une importance capitale pour les Alliés et que les forces du Nord devraient les couvrir à tout prix [...] Elles pourraient faire tête à l'ennemi pendant que les forces françaises concentrées autour d'Amiens attaqueraient dans son flanc sud* »<sup>33</sup>.

**Cette question se pose à nouveau en mars 1918 mais de manière beaucoup plus dramatique.** Assiste-t-on alors à une nouvelle divergence de stratégies entre Foch et Pétain, comme le laissent à penser certaines interprétations historiques ?

Rappelons brièvement les faits.

La première des offensives allemandes menées en 1918 débouche le 21 mars, sur un front de 80 kilomètres, entre la Scarpe et l'Oise. Elle bouscule la V<sup>o</sup> armée (GB) du général Gough qui occupe le flanc droit du dispositif britannique (cf carte page 41). La 18<sup>o</sup> armée allemande du général von Hutier progresse, en cinq jours, de 45 kilomètres en direction de Montdidier, faisant un nombre considérable de prisonniers. Le commandement britannique tente en vain de faire face. Très rapidement, Haig s'estime incapable de colmater la brèche creusée dans le front dont il est responsable.

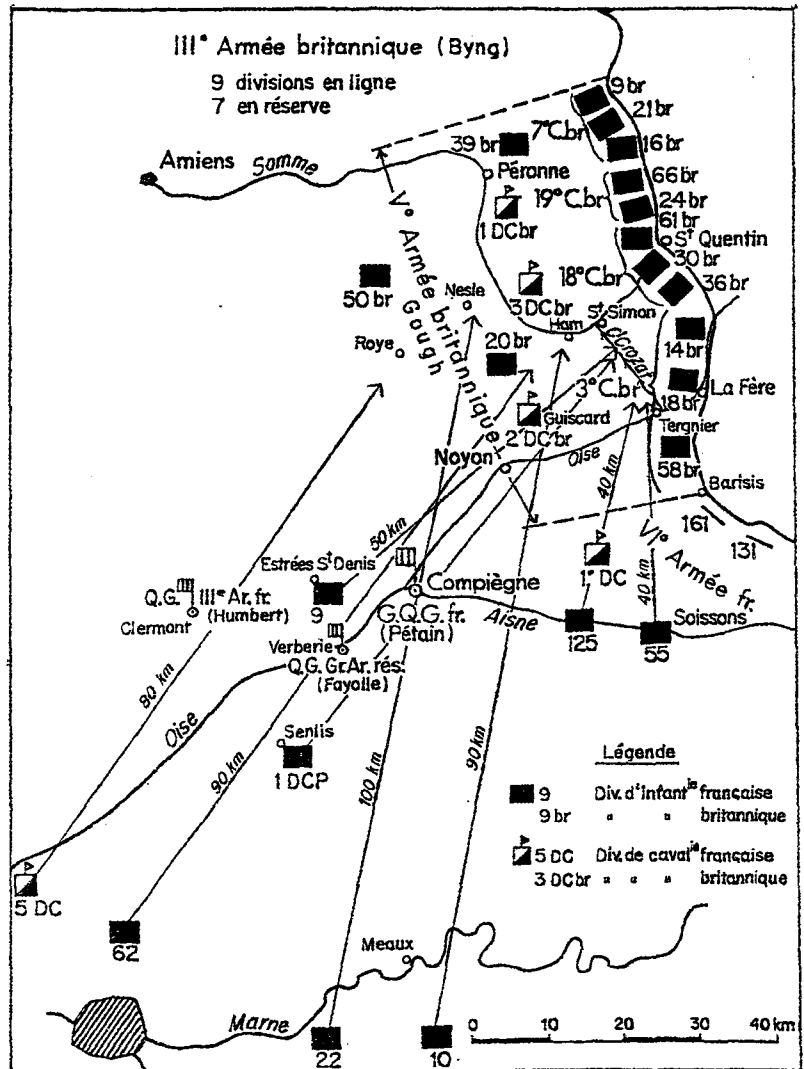
Lucidement, le général Pétain comprend le double objectif de la manœuvre ennemie :

d'une part « *séparer la III<sup>o</sup> armée britannique de la V<sup>o</sup> et rabattre vers le nord la partie principale des armées britanniques* »,

d'autre part « *crever la droite de la V<sup>o</sup> armée britannique et s'ouvrir ainsi les directions d'Amiens et de Beauvais* ».

Devant la gravité de la situation, **Pétain** est amené à penser, pendant plusieurs jours, que les Anglais ne tiendront pas. Commandant en chef des armées françaises, il se doit de défendre avant tout les intérêts français et il ne cherche pas à aller au-delà de cette énorme

<sup>33</sup> Joffre – Lettre au Maréchal French, 13 août 1915



*Situation des réserves le 21 mars, à la jonction des armées française et anglaise.*

responsabilité. Il n'a pas, comme **Foch**, un jeu politique international à mener et des interlocuteurs étrangers à ménager ou à gagner en vue d'obtenir le commandement unique interallié. Aussi, sa fameuse instruction adressée à ses trois commandants de groupes d'armées, en date du 24 mars, donne-t-elle l'impression qu'il est prêt à accepter la rupture entre Français et Britanniques :

« *Intentions du général commandant en chef :*

*Avant tout, maintenir solidement l'armature de l'ensemble des armées françaises : en particulier, ne pas laisser couper le groupe d'armées de réserve du reste de nos forces.*

*Ensuite, **si possible**, conserver la liaison avec les forces britanniques... »*

Ainsi, Pétain estime qu'une séparation momentanée des armées alliées est moins grave que de courir le risque de voir les réserves coupées du reste des armées françaises. « *A quoi bon maintenir une liaison pour en perdre une autre et mettre en cause l'armature des armées françaises dont lui, Pétain, a la responsabilité* »<sup>34</sup>.

Pour Foch, le problème stratégique qui se pose à la coalition appelle une autre réponse. Au lieu de voir les Britanniques partir en direction des ports de la Manche et les Français vers le sud pour défendre Paris, il souhaite lancer toutes les unités disponibles dans cette brèche d'une vingtaine de kilomètres provoquée par la défaite de l'armée Gough.

**Fayolle**, qui commande le groupe d'armées de Réserve (GAR) a laissé un témoignage fort intéressant de cet affrontement Foch-Pétain au cours des dramatiques journées du printemps 1918 (cf carte page 43).

27 mars : « *Ainsi depuis hier ( Le 26 mars, Foch a été chargé de « coordonner l'action des armées alliées sur le front occidental », à la conférence de Doullens), Foch est intervenu. Il faut couvrir Amiens. Ordre d'importance 1) Amiens, 2) Noyon. Pétain ce matin m'appelle au téléphone et me dit 1) Noyon, 2) Amiens. Avant-hier, couvrez-vous sur l'Oise. Il n'a d'ailleurs aucun plan ».*

Le 28 mars : « *Foch a repris son projet de barrage entre Noyon et Amiens et Pétain s'y est rangé* ».

Le 29 mars : « *Pétain dit : 1) Paris, 2) Amiens. Foch dit : 1) Amiens, 2) Paris. Ils ont raison tous les deux, mais je suis tiré au nord et au sud* ».

Et il ajoute ces phrases quelque peu fielleuses sur Foch et Pétain :

« *Foch joue toujours le même rôle. Il est là, à Beauvais, prêt à dire si nous réussissons : c'est moi qui ai gagné la bataille... Pétain, d'ailleurs, de son côté, si le plan craquait dirait : je n'y suis pour rien, c'est le plan Foch qui a été appliqué, et non le mien. La vérité est que Foch a conçu un plan : boucher la trouée ; que Pétain fournit les moyens d'exécuter, et que c'est moi qui mène la bataille* »<sup>35</sup>.

Les travaux de Guy Pédroncini permettent de dépasser aujourd'hui ces polémiques.

Pétain, qui a nommé Fayolle commandant du Groupe d'armées de réserve (GAR), envoie aux Britanniques, dès le premier jour cinq divisions de secours. Au total, entre le 21 et le 25 mars 1918, au moment où l'Entente connaît son plus grand péril depuis septembre 1914, c'est quarante divisions qu'il engage au total entre la Somme et l'Oise, pour secourir les britanniques, **soit le tiers de l'armée française et toute la réserve stratégique**. Jugeant l'attitude de Pétain, le général Haig écrit, à cet égard : « *Pétain a placé à ma droite les deux armées du groupe d'armées de réserve du général Fayolle pour opérer dans la vallée de la Somme et maintenir le contact entre nos forces. Il paraît désireux de faire tout son possible pour m'aider. Le principe qui doit guider nos mouvements, estime-t-il, est de **conserver à tout prix le contact entre nos armées*** »<sup>36</sup>. Mais il continue à croire possible une offensive allemande simultanée en Champagne. D'après Jean-Baptiste Duroselle, « *Pétain traverse alors une période de noir*

<sup>34</sup> Pédroncini – Pétain, le soldat et la gloire, p 333

<sup>35</sup> Fayolle – Cahiers secrets de la Grande Guerre, présentés et annotés par Henry Contamine, Plon, 1964, p 263 et 265

<sup>36</sup> Haig – Carnets secrets, p 408



*pessimisme, dont on ne peut naturellement pas trouver trace dans les archives du GQG, mais qu'on nous décrit avec profusion dans les mémoires divers. Considérer ces témoignages comme peu fiables constituerait une dangereuse erreur de méthode*»<sup>37</sup>.

Pétain estime que si le péril s'aggrave, il sera nécessaire de replier l'armée anglaise sur la Somme. Le maréchal Haig ne peut prendre sur lui pareille décision qui entraînerait des conséquences considérables pour la lutte sur mer et l'ensemble de la stratégie britannique.

A la conférence de Doullens, le 26 mars 1918, Foch est chargé de coordonner l'action des alliés avant d'obtenir, le 3 avril, à la conférence de Beauvais, la direction stratégique des opérations sur le front occidental. Cette désignation satisfait les Anglais : comme le souligne Lloyd George, « *si les Flandres souffrent c'est pour Foch comme si la France souffrait* ». Les Anglais par ailleurs ont toujours considéré Pétain comme un général moins interallié que Foch, et ce, en dépit de sa demande du 5 octobre 1917 d'exercer le commandement suprême.

En définitive et pour clore cette polémique, on s'aperçoit qu'en mars 1918, Pétain se refuse à une séparation avec l'armée britannique, lance plus de 40 divisions au secours de l'allié battu, mais envisage, en cas de rupture, un repli des Anglais sur la ligne de la Somme pour rétablir le front continu.

Les offensives allemandes d'avril montrent que cette menace de séparation des armées alliées ne doit pas être totalement écartée. Lors de la nouvelle conférence interalliée d'Abbeville au début du mois de mai, Lloyd George entend savoir ce que Foch ferait dans le cas d'un tel péril. Choisirait-il Paris ou les ports ? Après avoir nié qu'une telle situation puisse se produire, Foch doit admettre que la seule solution qui préserverait l'avenir serait de maintenir à tout prix la liaison entre les deux armées en se repliant sur la Somme. « *Ainsi, écrit Guy Pédroncini, la solution stratégique retenue par Pétain dès le 24 mars est devenue le choix des Alliés. Le coup d'œil stratégique du général Pétain en pleine bataille ne saurait plus être contesté. Le général Foch a été finalement conduit à adopter les vues du général Pétain* »<sup>38</sup>.

### **23) Les projets d'offensive en Haute-Alsace et en Lorraine**

A la fin de la guerre, deux projets d'offensive vont faire l'objet d'un débat. L'offensive en Haute-Alsace vise à s'emparer de territoires allemands et correspond à une politique de gages. L'offensive en Lorraine, prévue au cours de l'ultime mois de la guerre, a pour objectif de porter la guerre chez l'ennemi et de le battre en rase campagne de manière définitive.

#### **231) L'affrontement sur la stratégie de prise de gage en Haute-Alsace.**

Cette stratégie oppose Pétain et Foch à partir du mois d'août 1917. D'emblée, il convient de noter deux nouveautés : c'est la première fois depuis 1914 que l'Alsace se trouve au centre des visées stratégiques du Haut Commandement, et c'est également la première fois, comme l'écrit Guy Pédroncini, qu'un plan stratégique est établi sous la pression d'impératifs politiques.

Pourquoi Pétain, général en chef depuis mai 1917, entend-il faire porter en 1918, les efforts offensifs de l'armée française non plus en Artois, sur la Somme ou sur l'Aisne, mais en Alsace, front que ses prédécesseurs ont, jusque là, délaissé ?

<sup>37</sup> Duroselle – La Grande Guerre des Français, p 355

<sup>38</sup> Pédroncini – Pétain, le soldat et la gloire, p 359

Contrairement à Joffre, Foch et Nivelle qui ne pensent qu'à obtenir la victoire, **Pétain conduit une stratégie globale**. Et il lui apparaît qu'en raison de l'incertitude de l'avenir et de l'éventualité d'une paix de compromis qu'on ne peut plus écarter, il vaudrait mieux, à l'heure des négociations, posséder des gages en pays ennemi que d'avoir reconquis une partie du territoire français occupé. Dès l'automne, il décide donc que la principale offensive de la campagne de 1918 serait lancée en Alsace avec une masse de 40 divisions. Comme l'écrit le 3<sup>e</sup> bureau, dans son « Etude sur la directive du 15 août », en date du 17 septembre 1917 :

*« Le choix de la région où nous ferons un effort important offre un intérêt primordial ; si notre effort réussit, il y a intérêt à ce qu'il nous procure des gages territoriaux qui facilitent les négociations honorables pour nous. Il faut poser en principe qu'il vaudra mieux pour nous, à l'heure des premières ouvertures de paix, posséder des gages en pays ennemi que d'avoir récupéré une partie du territoire français encore occupé. A ce moment être en Alsace, à Mulhouse, la droite au Rhin, être même en Lorraine, à Morhange et à Sarrebourg, serait pour nous un avantage plus sérieux que d'avoir reconquis une partie autrement considérable du territoire français. Par suite, les théâtres rationnels pour notre effort principal en 1918 sont l'Alsace et la Lorraine ».*

Si le maréchal Joffre partage entièrement cette conception, comme le montre son Journal de marche, Foch s'en sépare complètement. Ne déclare-t-il pas en effet, dans une lettre adressée au général Nivelle en date du 26 mars 1917 : *« A moins de poursuivre une politique de gages, il n'y a pas lieu d'engager des forces très importantes dans une direction – celle de l'Alsace – exclusive de toute décision militaire et si éloignée **des plaines du nord de la France et de la Belgique où s'est toujours réglé le sort de l'Europe** ».*

Le 27 novembre, Pétain charge le général de Castelnau, commandant le groupe d'armées Est de préparer une offensive de grande envergure en Haute-Alsace et lui assigne les objectifs politiques et économiques suivants :

*« Saisir des gages précieux : territoire alsacien, Mulhouse, le bassin potassique très important de Nonnenbruch ;  
Se mettre à portée du territoire allemand en vue de bombardement de terre ou d'avions susceptibles d'agir sur le moral d'une population qui jusqu'à ce jour n'a pas la guerre chez elle ;  
Amorcer un développement éventuel du succès vers le nord, visant la chute des défenses vosgiennes, prises à revers, et la destruction des forces d'Alsace ».*

Pour Guy Pédroncini, cette directive éclaire parfaitement la stratégie globale du général en chef : *« Refaire l'armée, lui rendre le goût et l'attrait de la victoire, la préparer à rester forte et glorieuse pour que les sacrifices consentis jusqu'à ce jour ne soient pas vains finalement lorsque les Américains auront apporté le concours de leurs forces, et surtout, faire que ce soit l'armée française qui porte le coup final tout en assurant à la France la conquête de gages territoriaux ».*

Néanmoins, pour Jean-Baptiste Duroselle, la thèse de l'attaque en Alsace voulue par Pétain n'est pas soutenable. A partir de la consultation des carnets du général Buat, commandant de l'artillerie lourde puis major général des armées françaises à partir du 4 juillet 1918, Duroselle conclut à l'inexistence d'un grand projet Alsacien-Lorrain. Voici par exemple ce qu'écrit Buat le 6 novembre 1917 :

*« Je parle au général Pétain de la possibilité d'une action en Alsace. Il n'en est pas partisan. A ses yeux, la réussite serait certaine et nous conduirait au sud jusqu'à la Hardt, peut-être jusqu'au Rhin, et nous pourrions sans doute, pour la troisième fois, occuper Mulhouse. Mais cela n'irait pas sans de graves préjudices aux villes, villages et habitants de ces pays, que nous avons tout lieu de ménager [...]. D'autre part, notre aile droite, appuyée à la frontière suisse, dans le voisinage de Bâle, serait encore plus exposée que maintenant à être débordée par les Allemands après une violation de la Suisse [...]. Dans l'esprit du*

*général en chef, le véritable terrain d'attaque est la région entre Arras et Saint-Quentin ; ce domaine sera dans la zone anglaise, mais on y pourrait, au bon moment, amener une armée française. C'est là que se ferait l'attaque décisive, laquelle serait précédée d'une série d'attaques partielles, en Lorraine, Saint-Mihiel, Champagne, Reims et peut-être Chemin des Dames. Si l'attaque décisive avait de bons résultats, peut-être le moment serait-il venu de marcher en Alsace qui serait un bon terrain d'exploitation ».*

Pour Duroselle, s'il existe un projet, on ne peut imaginer que Buat, qui voit Pétain presque tous les jours, n'ait jamais entendu le général en chef lui exposer ses vues. L'initiative d'un plan Alsace-Lorraine n'apparaît, pour lui, **qu'au début d'octobre 1918** et serait l'œuvre exclusive du major-général et du 3<sup>o</sup> bureau.

### 232) L'affrontement Foch-Pétain à la veille de l'armistice.

La divergence la plus célèbre entre Foch et Pétain intervient au cours du mois précédant la signature de l'armistice. **Pétain** ne veut pas arrêter les hostilités. Au moment où l'ennemi demande grâce, il importe, pour lui, de redoubler les coups et d'acculer les armées allemandes à une capitulation en rase campagne, au lieu de leur accorder le répit qu'elles souhaitent. Il pense que « *c'est en allant au bout de leur courage que les Français assureront la paix définitive* <sup>39</sup> ». **Foch** de son côté souhaite mettre un terme au gigantesque affrontement dès lors que la victoire sera acquise. Rappelons le déroulement de cette querelle et essayons de comprendre les motivations des deux chefs.

Pétain attribue au groupe d'armées Est, commandé par le Général de Castelnau, un rôle essentiel dans la bataille finale. Il préconise en effet de rechercher la décision de la guerre par une grande offensive en Lorraine pour menacer les communications allemandes et conquérir des gages en territoires annexés. Il souligne aussi que l'honneur de porter le coup décisif doit être réservé à l'armée française pour des raisons militaires, politiques et psychologiques.

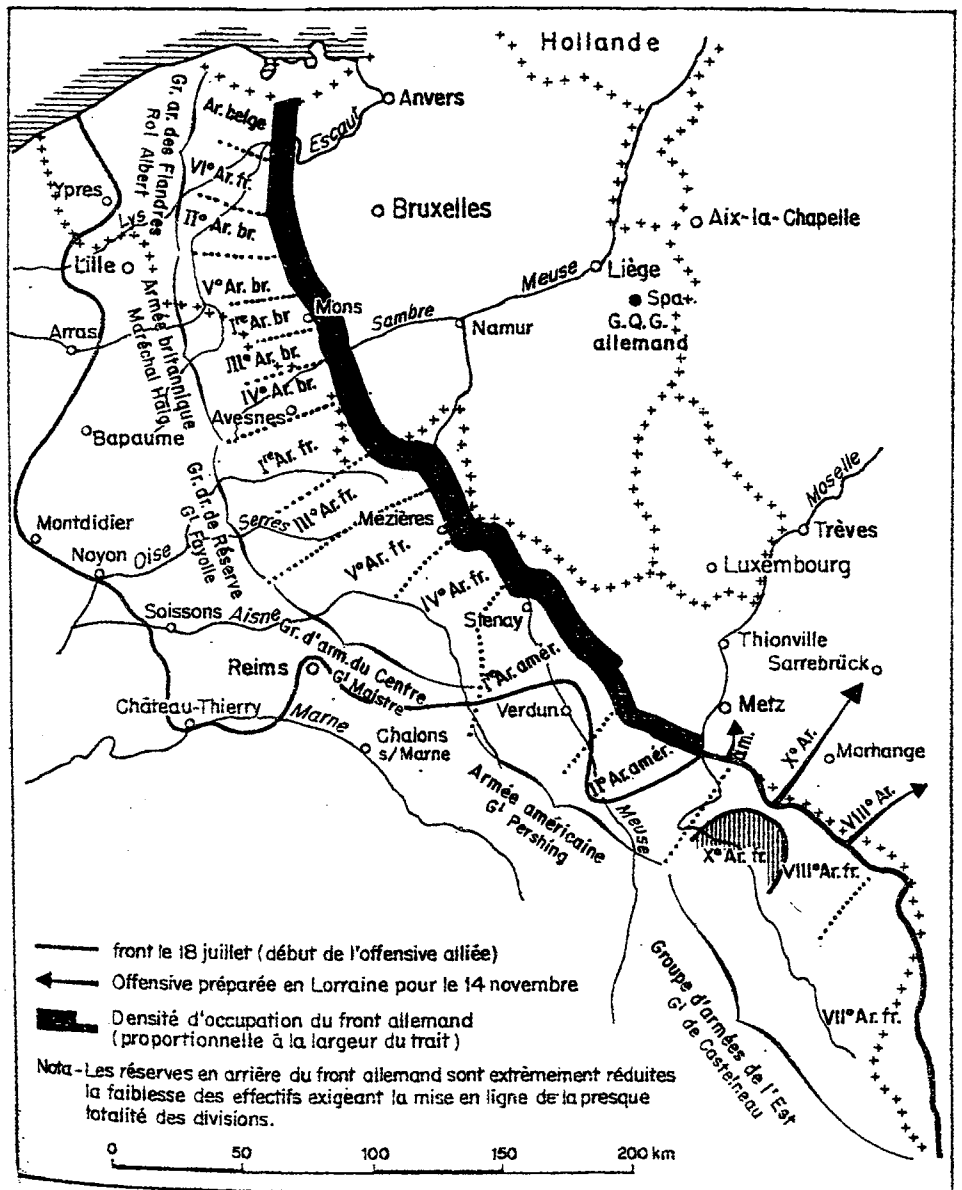
Cette opération, Pétain ne l'envisage initialement que dans la perspective de la campagne de 1919. Le 7 septembre 1918, il invite Castelnau à entreprendre l'équipement du front lorrain pour la mise en place rapide d'un dispositif d'attaque de 30 divisions sur un front de 60 kilomètres. Le 24 septembre, Castelnau lui remet une étude sur son projet d'offensive. L'opération qu'il propose est basée sur la surprise et a pour objectif de « déboucher en terrain libre entre Metz et la région des Etangs ». Mais au début de l'automne, la situation militaire évolue beaucoup plus vite que prévu. Dans ces conditions, Pétain propose le 10 octobre de lancer tout de suite l'offensive de Lorraine, pour tenter d'encercler le gros des armées allemandes.

**Foch** écarte cette proposition. Il ne veut pas risquer de perdre du temps à déplacer son effort. Aussi s'en tient-il à sa manœuvre de poussée concentriques vers Mézières, manœuvre qui se transforme de plus en plus en un refoulement frontal comme nous l'avons vu dans la première partie.

Le 16 octobre, Pétain estime qu'« *une grande offensive en Lorraine pourrait donner des avantages considérables* ». Le 18, il propose de « *frapper sur le pivot* » de la retraite allemande, puis d'étendre l'attaque « au-delà » en prenant l'offensive en direction de Sedan, Metz et Sarrebruck. Cette offensive, prévue comme décisive, devrait trouver peu de troupes devant elle et pourrait atteindre la région de Trèves en menaçant les communications des armées allemandes encore dans le nord de la France et en Belgique.

Cette offensive de Lorraine devrait être essentiellement menée par la X<sup>o</sup> armée de Mangin. Forte de quatorze divisions, celle-ci serait couverte par la VIII<sup>o</sup> armée et la II<sup>o</sup> armée américaine, fortes de six divisions chacune (cf carte page 47).

<sup>39</sup> Pétain – Note aux armées, 14 octobre 1918



Situation le 11 novembre sur le front occidental.

Le 19 octobre, Pétain avertit Castelnau que les armées du groupe d'armées Est doivent être prêtes à prendre l'offensive. Le 20 octobre, Foch se rallie finalement aux propositions de Pétain. Mais en raison des changements imposés par le généralissime, l'offensive de Lorraine ne peut plus être lancée avant le 14 novembre. Or, le 11, en signant l'armistice, Foch empêche Pétain et Pershing, le commandant en chef américain, de prolonger la lutte. En se privant de l'offensive de Lorraine, il « épargne à l'orgueilleuse armée allemande un humiliant désastre et lui permet de repasser le Rhin sans être inquiétée. Il repose son épée avant d'avoir détruit son adversaire »<sup>40</sup>.

Pétain aurait confié à l'Amiral Auphan, en 1942, qu'il était allé jusqu'à pleurer devant Foch pour obtenir la poursuite de la guerre, jusqu'à la défaite en rase campagne de l'armée allemande. Notons que ce point est lui aussi contesté par Duroselle. Pour lui, aucune voix discordante n'ébranla la satisfaction générale, le 11 novembre 1918. « Si l'on doit ranger Pétain parmi ceux qui trouvèrent l'armistice prématuré, les signes immédiats en sont rares »<sup>41</sup>.

Le maréchal **Joffre** estimait quant à lui qu'en raison de l'importance des objectifs à atteindre, des pertes importantes ne comptaient pas.<sup>42</sup> On ne pouvait ignorer, à ses yeux, le fait que les résultats obtenus à la suite d'un armistice ne seraient pas identiques à ceux obtenus par la prise de gages de vives forces.

Examinons maintenant le point de vue de **Foch**. Celui-ci estimait que briser la capacité de résistance de l'armée allemande en atteignant le Rhin et en recevant une grande partie de son matériel serait largement suffisant.

« Ce qui m'importait à moi par dessus tout, le jour, où pour la première fois, j'ai débattu dans mon esprit les conditions de l'armistice, c'était de tenir solidement la ligne du Rhin et les têtes de pont. **Voilà le point essentiel. Tout le reste était accessoire.** Je savais bien que l'armée allemande, dans l'état matériel et moral où elle se trouvait, après que nous l'aurions privée d'une partie importante de ses mitrailleuses, de ses canons, de ses transports, obligée de se replier à grande allure de l'autre côté du fleuve, était tout à fait incapable de nous offrir même un semblant de résistance. Si donc, le moment venu, les conditions de paix une fois arrêtées, le gouvernement de Berlin faisait mine de les refuser, nous n'avions qu'à donner un signal à nos troupes, à presser sur un bouton : les armées alliées maîtresses du Rhin et de ses débouchés, s'élançaient en avant. En quelques jours, elles étaient à Berlin, à Munich, où nous aurions dicté la paix que nous aurions voulue »<sup>43</sup>.

Par ailleurs, il jugeait que même si les pertes françaises devenaient de plus en plus faibles, il fallait éviter toute nouvelle effusion de sang et la perte estimée de quelques deux cent mille hommes supplémentaires. Après la guerre, il s'est expliqué à deux reprises sur les raisons de son opposition à une offensive en Lorraine. La première dans ses Mémoires : « On pouvait espérer un brillant départ, une conquête rapide de quelques dizaines de kilomètres. Après cela elle (l'offensive) allait sans doute rencontrer les destructions qui ralentissaient ailleurs la marche des autres armées. Elle ajoutait son effort au leur, elle l'agrandissait, le renforçait, sans en changer la nature [...] Cela eût été après un beau départ une extension de 30 km donnée à notre bataille de 300 km menée victorieusement jusque-là de la mer du Nord à la Lorraine sans que la nature de cet assaut frontal pût en rien pour cela être modifié ou amélioré à notre profit »<sup>44</sup>.

La seconde au cours des entretiens qu'il accorda, après la guerre, au journaliste Raymond Recouly : « Cette offensive en Lorraine n'avait en elle-même pas plus d'importance que celle qui se préparait en Belgique sur la Lys. On peut même dire qu'elle en avait moins. Car une sérieuse avance de nos armées en Belgique aurait beaucoup plus gêné la retraite allemande qu'une avance en Lorraine. On

<sup>40</sup> Pétain – Eloge du maréchal Foch prononcé par le Maréchal Pétain lors de son discours de réception à l'Académie française, le 22 janvier 1931

<sup>41</sup> Duroselle – La Grande Guerre des Français

<sup>42</sup> Joffre - Journal des Marches

<sup>43</sup> Recouly – Le mémorial de Foch, p31

<sup>44</sup> Foch - Mémoires, t. II, p. 264 et p. 323

*considère cette offensive de Lorraine en elle-même, indépendamment de toutes les autres. Elle n'était, au contraire, qu'une partie d'un tout* »<sup>45</sup>.

En définitive, les arguments de Foch reposent entièrement sur l'idée qu'il se fait de l'armistice. A ses yeux, ce n'est qu'une suspension d'armes que le vainqueur accorde au vaincu, pour éviter une effusion de sang inutile, et discuter entre temps les conditions de paix qu'il est en état de lui imposer. Car si la guerre est un moyen, elle n'est jamais une fin en soi. On ne la fait pas pour remporter des victoires, pour capturer des prisonniers et récupérer du matériel, mais **uniquement pour faire subir sa volonté à l'adversaire**.

*« Des victoires, lorsque nous avons signé l'armistice le 11 novembre, il y a plus de deux mois que nous en remportions presque sans arrêt. Nous aurions pu, certes, continuer de la sorte. Mais à quoi bon continuer, si l'ennemi acceptait, militairement parlant, toutes nos conditions, des conditions telles que, même au cas où il l'aurait voulu, il lui était matériellement impossible de reprendre les armes. Il se trouvait donc absolument **obligé de se plier à toutes nos exigences**. Or c'est précisément à cela que se reconnaît un bon armistice. Le vainqueur qui le signe a le droit et le devoir de demander au vaincu tout ce qui rend impossible à ce dernier la continuation de la lutte. Mais que gagnera-t-il à demander davantage ? »*<sup>46</sup>

Nous considérons, pour notre part, à la lumière des travaux historiques, que les justifications de Foch ne sont pas très convaincantes.

Constatons tout d'abord que les forces affectées à l'offensive de Lorraine devaient comporter 38 divisions d'infanterie, 3 divisions de cavalerie, 600 chars d'assaut et une masse considérable d'artillerie. On sait, grâce à l'étude de Guy Pédroncini, que les Allemands ne disposaient en face que de 6 divisions dont trois de second ordre. La percée obtenue sur les arrières ennemis pouvait donc disloquer tout son dispositif et éviter ainsi la retraite en bon ordre que l'armistice, conclu à Rethondes, va lui permettre.

Le souci d'arrêter l'effusion de sang, tout honorable qu'il soit, n'est pas non plus un argument suffisant dans la mesure où les pertes françaises sont très limitées au cours des dernières semaines du conflit. Au fond, Foch a peut-être surestimé la capacité de résistance des Allemands et la lassitude de ses propres troupes.

Une autre explication est qu'il a voulu en finir rapidement pour porter éventuellement le fer contre une Russie révolutionnaire, susceptible de propager l'incendie bolchévique dans toute l'Europe.

Peut-être, enfin, a-t-il trop pris en considération les préoccupations des alliés britanniques. Le général Douglas Haig qui soupçonne les Français de vouloir rentrer en Allemagne « *pour y régler de vieux comptes* » n'a-t-il pas fait savoir que « *l'armée anglaise ne se battra pas de bon cœur pour des choses qui ne nous intéressent pas directement* ».

Remarquons que Foch lui-même ne semble pas convaincu de la pertinence de ses propres arguments. Dans une lettre adressée à sa famille le 21 novembre 1918, il écrit :

*« J'ai été en conciliabule avec mes Boches les 8, 9 et 10 et toute la nuit du 10 au 11 pour aboutir à signer à 5 heures. Ils étaient consternés, catastrophés. Je les ai menés raide et leur ai fait peu de concessions... En fait en signant le papier, en arrêtant à tout prix nos attaques, **ils ont échappé à une destruction complète en voie de réalisation et qui allait s'achever le 14 novembre. J'ai regretté la chose au point de vue militaire, mais comme ils acceptaient mes conditions je devais bien ménager le sang qu'aurait coûté la continuation des hostilités. J'ai signé** ».*

En définitive, et pour conclure sur ce point controversé, nous citerons le général de Gaulle dont l'analyse rejoint en tout point celle de Pétain : « *Si l'effort gigantesque fourni par notre peuple, lors de la Première Guerre mondiale, pouvait nous offrir la carrière du renouveau, nous nous la fermons à nous-mêmes en manquant d'achever notre victoire militaire...* ».

<sup>45</sup> Recouly – Le mémorial de Foch, p 34

<sup>46</sup> idem – p 31

## Conclusion

Les divergences en matière de stratégie ont donc été peu nombreuses au cours de la Grande Guerre. En privilégiant systématiquement l'approche directe au détriment de l'approche indirecte, la stratégie a donné l'impression d'être incapable de faire sortir les Alliés de l'impasse dans laquelle la guerre de tranchées les avait plongés. Comme l'a écrit Liddell Hart, « *la stratégie était devenue la servante de la tactique* »<sup>47</sup>.

On peut déplorer finalement le manque de hauteurs de vues de la plupart des grands chefs militaires français.

En s'obstinant à rechercher la percée, **Joffre** limite sa stratégie à une simple approche frontale. Par son opposition à l'expédition dans les Balkans, il montre qu'il n'envisage pas la décision sur des fronts où la manœuvre reste possible.

L'intermédiaire **Nivelle** ne fait que confirmer ce manque d'imagination.

De l'avis même du général de Gaulle, la réputation de stratège de **Foch** semble largement surfaite. « *Le destin lui fournit à point nommé un jeu garni d'atouts. On peut se demander ce qu'eussent donné ses conceptions stratégiques sans l'armée préparée par Pétain* »<sup>48</sup>.

En 1918, ses prévisions stratégiques ont, en effet, été pratiquement toutes démenties, que ce soit le 27 mai au Chemin des Dames ou le 15 juillet en Champagne.

En empêchant le déroulement de l'offensive en Lorraine qui devait porter l'estocade finale et mettre à genoux l'armée allemande, il prive la France d'une victoire de grande envergure, riche de promesses sur les plans politique et diplomatique. Alors qu'elle est la nation qui a consenti les plus grands sacrifices depuis 1914, ses intérêts seront moins pris en considération au moment où s'engagent les négociations de Versailles.

En définitive, on ne peut qu'adhérer au jugement du Maréchal Fayolle : « *Cet homme ne vaut que par l'énergie* »<sup>49</sup>.

Deux généraux dominant finalement les débats par leur vision d'ensemble: Pétain et Castelnau.

**Castelnau** a vu son rôle occulté alors que grâce à sa lucidité et à son esprit de décision, la valeur de ses conceptions stratégiques s'est toujours révélée exacte. Il joue un rôle décisif dans plusieurs circonstances très critiques, comme à Verdun par exemple, en février 1916, où il sauve la situation en ordonnant la défense sur la rive droite de la Meuse. Il est également l'un des premiers à se rendre compte, dès l'automne 1914, que la situation est figée sur le front occidental et qu'il importe de chercher la décision sur un autre théâtre d'opération. « *Castelnau amène partout avec lui l'ordre et la décision. En voilà un à qui la confiance n'a jamais manqué, mais qui, en même temps, a toujours su distinguer, avec une lucidité parfaite, ce qu'il est indispensable de faire par prudence et par science pour arriver à battre l'ennemi* ».<sup>50</sup>

**Pétain** est, quant à lui, le seul général en chef qui mette en œuvre ou qui propose une véritable **stratégie globale**, c'est-à-dire une conduite de la guerre en **fonction de buts politiques**. Cette stratégie comporte de nombreux aspects :

**Stratégie psychologique** qui permet, en évitant les massacres inutiles et en montant des offensives à objectifs limités, comme à la Malmaison en octobre 1917, de redonner le moral à l'armée française et de surmonter la crise du printemps 1917.

**Stratégie de coalition** qui vise, tout en attendant les renforts américains, à conserver à la France le premier rôle qu'elle a joué jusqu'alors au sein de l'Entente.

<sup>47</sup> Liddell Hart – Stratégie, Perrin, 1998, p 241

<sup>48</sup> De Gaulle – La France et son armée, Plon, 1938, p 275

<sup>49</sup> Fayolle – Carnet secret de la Grande Guerre

<sup>50</sup> Gallieni

**Stratégie de prise de gages politiques** en Lorraine en cas de paix prématurée ou blanche. **Stratégie opérationnelle**, enfin, en constituant une vaste réserve stratégique dès l'automne 1917 et en préparant l'armée française à recevoir le choc allemand sur la deuxième position défensive. Pétain apparaît ainsi comme « *le général qui a le mieux compris les exigences de la Première Guerre mondiale* »<sup>51</sup>.

Alors, pourquoi tant de réticences à reconnaître son rôle à sa juste valeur. Le député Abel Ferry apporte un élément de réponse à cette question. Chargé du rapport sur la défaite du Chemin des Dames, en mai 1918, celui-ci découvre que les ordres de Pétain (repli et organisation sur la seconde ligne) n'ont pas été suivis. « ***Foch est intangible depuis qu'il représente le peu que nous pouvons avoir d'autorité militaire sur nos Alliés [...] Le combat en profondeur fut appliqué en Champagne le 18 juillet dernier. Ce fut cette méthode qui permit à Gouraud de tenir, de servir de pivot à la contre-offensive de Foch. Ce fut cette méthode qui sauva Paris. Mais le gouvernement fit en sorte que nul ne parlât dans la presse ni de la méthode, ni du vrai vainqueur, Pétain*** ».

Certes, Jean-Baptiste Duroselle est en total désaccord avec cette interprétation et conteste à Pétain la qualité de grand stratège ne lui reconnaissant que celle de brillant tacticien. S'appuyant sur des déclarations de Pershing, commandant en chef américain, de Mordacq, directeur du cabinet de Clémenceau, de Lloyd George, premier ministre britannique, il estime que Pétain ne pouvait jouer que le rôle de second dans l'ombre de Foch.

Les faits démontrent pourtant que ce « simple tacticien » a pu se hisser, en certaines circonstances, au plus haut niveau de la stratégie. Liddell Hart écrivait à cet égard : « *La tactique doit être envisagée avant les objectifs purement stratégiques dont il est vain de poursuivre la réalisation si le succès tactique préalable n'est pas possible* ». C'est parce qu'il possédait ce sens des réalités que Pétain fut l'homme de la situation. « *Un chef a paru qui inculque à l'armée l'art du réel et du possible [...] Quand il fallut choisir entre la ruine et la raison, Pétain se trouva promu* »<sup>52</sup>.

\*

\*

\*

---

<sup>51</sup> Pédroncini – Pétain général en chef, 1917-1918

<sup>52</sup> de Gaulle – La France et son armée, p 308 et 309

## Glossaire

Commandant en chef des forces alliées : Foch.

- le 26 mars 1918 : coordinateur des forces alliées (conférence de Doullens) ;
- le 3 avril 1918 : direction stratégique des opérations sur le front occidental (conférence de Beauvais)
- le 16 mai : général en chef des forces alliées.

Commandant en chef : trois généraux vont se succéder, au cours de la Grande guerre, à la tête des armées françaises, sur le front occidental :

- **Joffre**, d'août 1914 à décembre 1916, avec le titre de commandant en chef des armées françaises, titre supprimé au moment de son départ ;
- **Nivelle**, du 15 décembre 1916 au 15 mai 1917, avec le titre de commandant en chef des armées françaises du Nord et du Nord-Est ;
- **Pétain**, du 15 mai 1917 au 11 novembre 1918, avec le même titre.

Groupe d'armées : au nombre d'un en 1914 avec le groupe d'armées Nord (GAN), 3 à partir du 13 juin 1915 avec la création des groupes d'armées Centre (GAC) et Est (GAE), 2 puis 3 en 1918 avec la disparition du groupe d'armées Centre et la constitution du groupe d'armées de Réserve (GAR) du général Fayolle.

Armée : au nombre de neuf en 1914, dix en 1918

## Index des noms cités

**CASTELNAU** : Edouard de Curières de (1851-1944). Entré à Saint-Cyr en 1869, il était sous-lieutenant l'année suivante et fit partie de l'armée de la Loire. Général de brigade en 1906, divisionnaire en 1909. Il est choisi en 1913 par Joffre comme chef d'état-major de l'armée. Au début de la guerre, il commande la II<sup>o</sup> armée, se bat à Morhange, et sauve Nancy. En septembre 1915, il dirige la bataille de Champagne, en tant que commandant du groupe d'armées Centre. Nommé en décembre 1915 Chef d'état-major général des armées, il intervient le 20 février 1916 à Verdun pour que la rive droite de la Meuse soit conservée. En mai 1918, il commande le groupe d'armées Est et prépare la grande offensive prévue par Pétain et rendue inutile par la signature de l'armistice.

**FAYOLLE** : Marie-Emile (1852-1928). Sorti de Polytechnique dans l'artillerie, il est, en 1904, nommé professeur à l'Ecole de Guerre mais atteint en 1912 la limite d'âge de général de brigade. Rappelé en août 1914, il participe à la défense de Nancy. En 1915, il est nommé commandant du 33<sup>o</sup> corps et reçoit, l'année suivante, le commandement de la VI<sup>o</sup> armée. C'est alors qu'il dirige l'offensive sur la Somme. En 1917, après Caporetto, il commande les divisions françaises envoyées à l'aide des Italiens. Revenu en France après avoir rétabli la situation, il est mis à la tête du groupe d'armées de Réserve et sauve Compiègne par une contre-attaque, puis concourt à la victoire finale par une offensive en direction de la Sambre. En 1921, il est nommé Maréchal de France.

**FOCH** : Ferdinand (1851-1929). Sorti de Polytechnique dans l'artillerie, il est nommé en 1895 professeur de stratégie et de tactique à l'Ecole de guerre. A la veille de la guerre, il commande le 20<sup>o</sup> corps, à Nancy. En août 1914, il participe au combat du Grand-Couronné puis reçoit le commandement de la IX<sup>o</sup> armée. Il joue alors un très grand rôle dans la victoire de la Marne en s'opposant à l'offensive allemande à la Fère-Champenoise et dans les marais de Saint-Gond. En octobre, il prend le commandement du groupe d'armées Nord, et mène successivement les batailles des Flandres à l'hiver 1914 et en 1915 et de la Somme en 1916. Après une « disgrâce » de quelques mois, il est nommé en mai 1917 chef d'état-major général de l'armée et, à ce titre conseiller du gouvernement pour la conduite de la guerre. Devenu président du comité interallié de Versailles en décembre 1917, il est choisi comme généralissime des armées alliées, en mars 1918, à la conférence de Doullens. Grâce à la stratégie mise au point par le général Pétain, il résiste au printemps aux assauts ennemis, avant d'engager lui-même les offensives qui conduisent à la capitulation allemande. En août 1918, il a été nommé maréchal de France.

**FRANCHET d'ESPEREY** : Louis (1856-1942). Ancien Saint-cyrien ayant participé aux campagnes de Tunisie, du Tonkin, il est nommé général de division en 1912 et reçoit le commandement des troupes du Maroc. A la veille de la guerre, il commande le 1<sup>o</sup> corps de Lille. La guerre déclarée, il combat à Charleroi, puis à Guise. Le 3 septembre, il reçoit le commandement de la V<sup>o</sup> armée et pénètre entre les 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> armées allemandes, contribuant ainsi à la victoire de la Marne. Les années suivantes, il commande successivement les groupes d'armées Est et Nord. A l'automne 1918, il est envoyé sur le front de Macédoine et mène une brillante offensive contre les armées bulgares, ce qui provoque la capitulation de la Bulgarie et de l'Autriche. Il sera nommé maréchal de France en 1921.

**GALLIENI** : Joseph (1849-1916). Sorti de Saint-Cyr dans l'infanterie coloniale, il sert en Afrique, au Tonkin, puis devient gouverneur général et commandant en chef à Madagascar. A la veille de la guerre, il est atteint par la limite d'âge, mais il est nommé le 26 août 1914 gouverneur militaire de Paris. Ayant sous ses ordres la VI<sup>e</sup> armée de Maunoury, il lance celle-ci sur le flanc droit de l'armée von Kluck et contribue ainsi la victoire de la Marne. En octobre 1915, il reçoit le portefeuille de la Guerre mais doit se retirer pour cause de trop grande fatigue. Il sera nommé maréchal de France à titre posthume en 1921.

**JOFFRE** : Joseph (1852-1931). Sorti de Polytechnique il participe à la défense de Paris en 1870, puis à partir de 1885 sert en Chine, au Tonkin, au Soudan, à Madagascar. Rentré en France, il est nommé en 1911 Chef d'état-major général et travaille à l'établissement d'un nouveau plan de mobilisation et de concentration. Lorsque la guerre éclate, il est commandant en chef des armées du Nord et du Nord-Est, commande après la bataille des frontières le repli stratégique qui lui permettra de réorganiser les armées et de remporter la victoire de la Marne. Après la « course à la mer », il mène contre l'ennemi une guerre d'usure mais ses offensives ne peuvent effectuer la percée. Après l'héroïque défense de Verdun et les opérations sur la Somme, le gouvernement considérant que les pertes ont été trop sévères demande des changements dans le Haut commandement. Joffre est alors remplacé en décembre 1916 par Nivelle et reçoit la dignité de maréchal de France. L'année suivante, il sera chargé de remplir une mission en Amérique, mission qui contribue à l'entrée en guerre de cette puissance aux côtés des Alliés

**MANGIN** : Charles (1866-1923). Sorti de Saint-Cyr, il combat au Soudan, accompagne la mission Marchand à Fachoda, sert ensuite au Tonkin, en Afrique occidentale et au Maroc. Pendant la guerre il se distingue en particulier à Verdun ( reprise de Douaumont), commande la VI<sup>e</sup> armée lors de l'offensive de Nivelle au Chemin des Dames en avril 1917, mais est mis en disponibilité après l'échec de celle-ci. En décembre suivant il est rappelé à la tête d'un corps d'armée. En juin 1918, il brise l'attaque allemande sur le Matz et participe, à la tête de la X<sup>e</sup> armée à la contre-attaque victorieuse de Villers –Cotterêts le 18 juillet 1918. Prenant une part brillante aux offensives finales, il entre à Metz le 19 novembre.

**NIVELLE** : Robert (1856-1924). Ancien Polytechnicien sorti dans l'artillerie, il participe en 1900 à l'expédition de Chine, puis sert en Afrique du Nord. Promu général de brigade en 1914, puis divisionnaire en 1916, il se distingue à Verdun à la tête de la II<sup>e</sup> armée. Nommé le 13 décembre 1916 commandant en chef des armées du Nord et du Nord-Est, il lance au printemps 1917, une grande offensive au Chemin des Dames. Il est relevé de ses fonctions le 15 mai après ce sanglant échec.

**PETAIN** : Philippe (1856-1951). Ancien Saint-cyrien promu général de brigade en 1914, il se distingue à la Marne puis en Artois à la tête du 33<sup>e</sup> corps. Nommé en mai 1915 commandant de la II<sup>e</sup> armée, il participe à la bataille de Champagne. En février 1916, il est chargé par Joffre de défendre Verdun et réussit à stopper les assauts allemands. Nommé en mai 1916 commandant du groupe d'armées Centre, il devient en mai 1917 commandant en chef des armées du Nord et du Nord-Est après l'échec de l'offensive Nivelle. Après avoir surmonté la crise morale et les mutineries du printemps 1917, il parvient à rétablir la discipline, à forger une nouvelle armée française et à mettre en oeuvre des procédés défensifs qui arrêtent les offensives allemandes du printemps 1918. En dépit de son opposition à Foch, il travaille sous les ordres du généralissime aux grandes offensives finales mais ne peut faire aboutir dans les délais son projet d'attaque décisive en Lorraine à la fin de la guerre. Il sera nommé maréchal de France le 19 novembre 1918.

## Bibliographie

Deux ouvrages majeurs, souvent contradictoires, mais qui sont les seuls à aborder la guerre sous l'angle de la stratégie

**Duroselle - La Grande Guerre des Français**, Perrin, 1994

**Pédroncini - Pétain, le soldat et la gloire**, Perrin, 1989

### Ouvrages généraux

Corvisier (ouvrage collectif) – Histoire militaire de la France de 1871 à 1940, Puf, 1992

Liddell Hart – Stratégie, Perrin, 1998

Masson - Histoire de l'armée française, Perrin, 1999

Miquel – La Grande Guerre, Fayard, 1983

### Ouvrages traitant d'une question précise ou de la vie d'un chef militaire en particulier

Autin – Foch, Perrin, 1987 (ouvrage peu crédible mais le seul consacré à Foch)

Gras (Général) – Castelnau ou l'art de commander, Denoël, 1990

Laffargue (Général) - Foch et la bataille de 1918, Arthaud, 1967

Miquel – Le Chemin des Dames, Perrin, 1997

Pédroncini Pétain général en chef 1917-1918, Puf, 1997